LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1613
du 18 au 24 novembre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« La vengeance est le plaisir des âmes faibles, étroites et mesquines. »
Juvénal

L'entraide contre le pouvoir

M 02137 - 1613 - F: 2,50 €

Sommaire

Le *Monde libertaire* est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format *doc* à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'e-mail. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libre de droits). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Pôle emploi en grève, par B. Collins, *page 3*

Journalistes en danger, par P. Schindler, *page 4*

Froidure sociale, J.-P. Germain, *page 5*

L'autruche sort la tête du trou, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Massacre étatique, par N. Potkine, *page 7*

Les voix du Seigneur..., par C. Cetti, *page 9*

Politiciens : la gêne ne gêne pas, par J. Langlois, *page 10*

Anarchy in Russia, par K.S. Bessmertny, *page 12*

From Bakunin with love, par S. Gruszka, *page 14*

Détruire les asiles, par Pascal, *page 16*

Éduquons-nous libertairement, par J.-P. Fournier, *page 17*

Politiquement artistique, par N. MacGrath, *page 18*

Radio noire, *page 21*

Agenda, *page 22*

Profitez des anciens tarifs d'abonnement
(offre valable jusqu'au 31 décembre 2010).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

On est milieu novembre et les fêtes de Noël approchent. L'heure est venue pour les commerçants d'appeler à faire des cadeaux et pour les mairies de décorer nos villes. Le faste de Noël se déploie, la folie consumériste prend son pied et, déjà, dans nos rues, les guirlandes remplacent les drapeaux syndicaux. Bientôt, les slogans grévistes seront noyés dans les chants de Noël, et les manifs laisseront place aux marées humaines des grands magasins. L'heure n'est plus à la lutte, mais à la paix sociale autour d'une dinde farcie pour les uns et d'une tranche de jambon blanc pour les autres. Triste époque. En parallèle, le faste électoral envahit les médias. Chefaillons en herbe ou vieilles barbes du pouvoir, tous ne jurent plus que par 2012, sacro-sainte année qui les verra peut-être grimper les marches du trône. Gentiment ou violemment – mais toujours fraternellement (intérêt de classe oblige) –, ils se tirent dans les pattes, essayant tant bien que mal de tirer la couette de la légitimité populaire vers leur parti. Des blagues et faux esclandres montés de toute pièce de Mélanchon aux déclarations antisarkozystes de Villepin, en passant par les flirts UMP-extrêmes droites, on baigne en pleine mer d'hypocrisie, de mensonges et de manipulations. Espérons que cette fois ci, le populo ne se laissera pas berner par tous ces pères Noël électoraux, sans quoi on sera obliger de dire que si les enfants croient au père Noël, les adultes, eux, croient aux élections. Et, franchement, c'est encore plus risible !

Grève à Pôle emploi

J.-F. Badias, Manif de Pôle emploi à Strasbourg, le 09/11/10

Suppressions de postes

Mardi 9 novembre, 50 % des travailleurs du Pôle emploi (36 % selon la direction) se sont mis en grève pour protester contre des conditions de travail qui ne cessent de se détériorer et contre les nouvelles mesures prises par la direction et l'État. Parmi elles, le non renouvellement de 1 500 CDD et la suppression de 300 CDI (par non remplacement des départs) en 2011. Même s'il n'y pas de plan de licenciement à proprement parler, cette suppression de 1 800 postes ne fera qu'empirer des conditions de travail déjà très difficiles pour les salariés du Pôle emploi. À en croire les syndicats et la direction, chaque conseiller doit en effet aujourd'hui traiter et suivre plus de 200 dossiers, ce qui représente une charge de travail énorme qui détériore non seulement les conditions de travail mais aussi le système d'aide à l'emploi, mettant les chômeurs face à une structure qui ne sera pas en mesure de les aider à sortir du chômage.

Une casse générale de l'aide à l'emploi

Ces suppressions de postes ne sont pas les premiers coups portés à la jeune structure née en 2008 de la fusion ANPE-Assedic. Déjà en 2009, l'État avait diminué de 187 millions d'euros la subvention qu'il avait promise à Pôle emploi (ou plutôt n'avait-il pas payé la totalité de son dû, le manque correspondant au chiffre précité) et annoncé qu'il ne financerait plus la gestion de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) dont les frais s'élevaient, pour 2009, à plus de 80 millions d'euros.

Mais cette casse ne se limite au jeune Pôle et s'inscrit dans une politique globale de destruction de l'ensemble du secteur de l'aide à l'emploi. Ainsi, à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa), où l'État ne cesse de se désengager depuis des années, les 80 millions d'euros qui auraient dû être versé pour l'exercice de l'année 2009 ne le seront finalement pas.

En outre, en 2011, le gouvernement prévoit également de réduire de moitié le financement des maisons de l'emploi, de supprimer l'aide à l'emploi pour les très petites entreprises, de liquider la prime de 500 euros jusqu'alors accordés aux chômeurs non indemnisés et de diminuer de plusieurs dizaines de milliers le nombre de contrats aidés [1].

Les coups portés aujourd'hui à Pôle emploi ne sont donc pas isolés et inaugurent de nouvelles attaques pour les mois à venir. À l'heure où le chômage ne cesse d'augmenter (3 865 100 chômeurs en 2010 selon Pôle emploi, toutes les catégories confondues), cette casse généralisée de l'aide à l'emploi en dit long sur les politiques du gouvernement actuel et ne fait que confirmer le rôle historique de l'État : celui de préserver les intérêts des riches et des puissants, aux dépends des travailleurs, des chômeurs et autres laissés pour compte de l'inégalitaire société capitaliste.

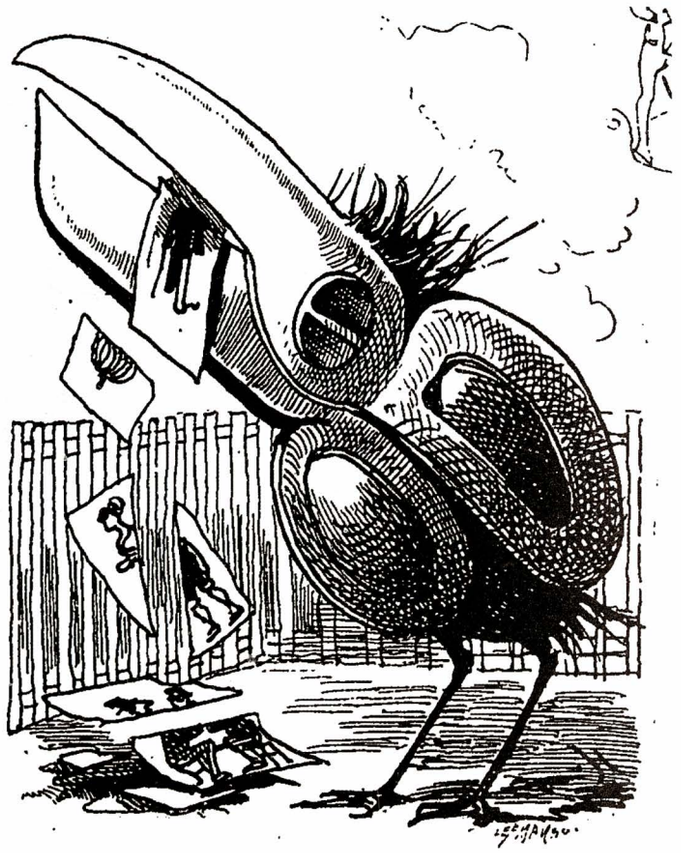
Barnabas Collins
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. D'après Le Monde du 11 novembre 2010, le nombre de contrats uniques d'insertion passerait de 400 000 en 2010 à 340 000 en 2011.

Quelle liberté de la presse,

achetée ou muselée, dans la plupart des pays du monde ?

Où en est la France, où en est l'Europe et où en sont les dictatures, en matière de liberté de la presse ? Le classement 2010, réalisé par Reporters sans frontières et auquel s'est rendu *Le Monde libertaire*, fait plus que confirmer des tendances, il réserve également quelques surprises !



EN ÉCOUTANT LES RÉSULTATS du dernier classement, on s'aperçoit vite que plus les sociétés évoluent et moins les notions de « développement économique », de « réformes institutionnelles » et de « droits des libertés fondamentales » riment avec liberté d'expression. Sans grande surprise, les tenants de la liberté de la presse demeurent les pays du nord de l'Europe (Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède – et plus au sud, la Suisse). Ces six pays, non seulement respectent les journalistes et les médias, mais ils les protègent également face à la justice. La Suède se distinguant par « l'Acte sur la liberté de la presse », particulièrement favorable à l'exercice du métier de journaliste et le respect des contre-pouvoirs.

Le reste des pays européens continuent de perdre des places dans le classement. Quatorze pays de l'Union européenne sont sous la vingtième place et certains se retrouvent même très bas dans le classement : l'Italie de Berlusconi, 49e, la Roumanie, 52e et la Grèce et la Bulgarie, 70e. Et la France ? Reporters sans frontière signale qu'en France comme en Italie, des incidents et des faits marquants ont jalonné l'année en cours : violation de la protection des sources, concentration des médias, mépris et même impatience du pouvoir politique envers les journalistes et leur travail, convocations de journalistes devant la justice. Les lecteurs du *Monde libertaire* ont pu constater qu'après *Charlie-Hebdo*, leur magazine est également passé à 2,50 euros au lieu de 2 euros. La pression économique sur la presse libre, via les difficultés rencontrées sur les réseaux de distribution et le prix de revient exorbitant pour se maintenir en kiosque, en sont l'unique cause.

Évidemment, il y a toujours pire… Et l'on retrouve, à l'autre bout du classement : le Rwanda, le Yémen et la Syrie qui rejoignent la Birmanie et la Corée du Nord dans le carré des pays les plus répressifs de la planète envers les journalistes. Jean-François Julliard a ensuite cité dix pays où il ne fait vraiment pas bon être journaliste, à commencer par le « trio infernal » : l'Érythrée, la Corée du Nord et le Turkménistan. On dénombre en tout une dizaine de pays (Birmanie, Afghanistan, Pakistan, Somalie, Mexique – pays en guerre, ou sujets à de violentes répressions, où la presse est une cible privilégiée et les journalistes directement visés) marqués par les persécutions contre la presse et l'absence totale d'informations. Une fois n'est pas coutume : pour la première fois depuis la création du classement annuel en 2002, Cuba ne fait pas partie des dix derniers. Cette progression est principalement due à la libération de 14 journalistes et 22 militants pendant l'été 2010. La situation sur place, cependant, n'évolue guère, la censure et l'oppression étant toujours le quotidien des dissidents politiques et des professionnels de l'information. En revanche, les Philippines ont assisté cette année au massacre d'une trentaine de journalistes commandité par un baron local. L'Ukraine subit une lente détérioration de la liberté de la presse, depuis l'élection de Viktor Ianoukovitch en février 2010.

Pour le reste du monde, le Brésil, qui jouit d'une évolution législative favorable, remonte au 58e rang. L'Inde chute cette année à la 122e position. La Russie, particulièrement meurtrière en 2009 en matière de journaliste, demeure à la 140e place. Et enfin la Chine, située à la 171e place continue allègrement de censurer, d'emprisonner les voix dissidentes. Jean-François Julliard, après avoir remercié l'ensemble des journalistes de l'ensemble du prisme éditorial à s'être déplacés, a réitéré les appels de Reporters sans frontières à libérer Liu Xiaobo, « *symbole du bouillonnement, pour l'instant contenu par la censure, de la liberté d'expression en Chine* » et a mis en garde les autorités chinoises « *qui risquent de s'enfoncer dans une impasse* ». C'est sûr que tant que les Sarkozy et autres marchands de canons iront s'aplatir devant eux, dans l'espoir de vendre deux ou trois Rafales, cela ne risque pas de changer !

Propos recueillis par Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Froidure sociale

Maintenant que la tension dans les luttes est retombée, qui va payer les pots cassés ? Qui sera montré du doigt pour avoir le premier marqué le pas, enclenchant retrait des grèves et différents blocages ?

La semaine dernière on a eu droit à un bel échange entre responsables de boutiques syndicales. Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, déclarait samedi 6 : « *Si la CGT voulait vraiment cogner sérieusement et exiger le retrait, ce qu'elle n'a jamais demandé, il fallait aussi accepter d'appeler à la grève.* » Le berger a répondu à la bergère : « *Depuis le début, Force Ouvrière cherche à diviser le mouvement qui a pris de l'ampleur, ils ont fait une erreur en étant à côté dès le départ, maintenant ils cherchent à rattraper le temps passé en se présentant comme étant les plus radicaux.* » Vous aurez, bien sûr, deviné qu'il s'agissait du Ronnie Bird de la porte de Montreuil à Paris, Bernard Thibault, secrétaire de la CGT.

On ne dira plus que l'unité syndicale, mais bien plus que le bateau du mouvement social prend l'eau et qu'il ne sera pas apte à affronter les grandes tempêtes.

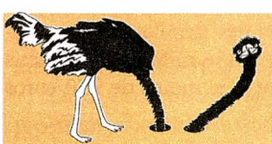
À court terme, c'est le gouvernement qui tire les marrons du feu. Mais à long terme il est sûr que ce sera une autre affaire. Les divers médias font le compte les plumes perdues par les différents syndicats mais cela est-il vraiment comptable ?

Il est assez amer de constater que l'on considère maintenant certaines centrales syndicales non comme des forces de contestation, de propositions, mais comme « des acteurs importants du paysage syndical ». Partenaire ou « acteur », c'est le seul choix ?

Il est vrai que pour nombre de plumitifs de la presse quotidienne, on en est encore et curieusement à la conception léniniste du syndicalisme. Par exemple en déclarant poser « *les limites du syndicalisme : que deviennent les luttes sociales lorsqu'elles n'ont pas de débouchés politiques ?* ». Pour la majorité des médias, c'est entendu, le monde du travail n'est toujours pas adulte, sans parler de l'autonomie ouvrière…

Le dogme de la courroie de transmission est donc encore bien dans la tête des plumitifs de tous bords ! Des historiens spécialistes des mouvement sociaux, des sociologues déclarent des choses qui vont dans le sens de l'espérance : « *Les syndicats ont fait la preuve de leur solidarité et de leur efficacité* », « *Même pour les gens qui ne sont pas syndiqués, le syndicalisme représente le principal outil d'organisation pour défendre les intérêt des travailleurs* », « *La légitimité du syndicalisme prend ses racines dans le mouvement social.* » Bon… on pourra dire que ça enfonce des portes ouvertes et qu'on n'avait pas attendu des universitaires pour comprendre ça. De toute façon la réponse viendra sur le terrain.

Jean-Pierre Germain



Quand l'autruche éternue…

Fury is palpable, radicalism is fashionable

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? En provenance du pays où, à ce qu'on nous dit, nul ne manifeste jamais, chacun restant chez soi à gober les couleuvres néoconservatrices comme autant de fourchetées de panse de brebis farcie, monte cependant un cri tout à fait de saison : « *Tous ensemble, tous ensemble, general strike !* », hurlaient, en français dans le texte, près de 50 000 étudiants dans les rues de Londres le 10 novembre, avant de s'affronter durement aux robocops locaux, puis de les déborder et de s'en aller ruiner le siège du parti au pouvoir. La raison de cette colère ? Rien, une broutille, le triplement des frais d'inscription à l'université, à hauteur de 10 000 euros. Pas de quoi s'énerver, n'est-ce pas, cependant ces soi-disant stoïques sujets britanniques semblent, cette fois et durablement, dégondés. « *Le radicalisme est dans l'air, la rage est palpable* », prévient ainsi Zoé Pilger dans *The Indépendant*. Ah, que Bakounine fasse que les outre-manchots prennent la relève de la colère, puisqu'en France elle se calme, s'assoupit, se renfrogne sous le bonnet de nuit. Au pied de l'incinérateur d'ordures ménagères en la ville de Saint-Ouen, nous avons par exemple, dans la matinée de samedi, plié gaules et calicots. Les cheminées réintoxiquent, et le vieux nazi faisant office d'agent de sécurité jubile sous son casque à la con, tout est rentré dans l'ordre patron, valsent les camions poubelles sous les quolibets des grévistes. Pour autant, tout n'est pas perdu : on a surtout beaucoup gagné en dix jours sous les tentes à bloquer ces ordures, certaines humaines. Gagné du temps, de l'échange et du sens, de l'énergie, du partage, de la solide solidarité, de la bien concrète, de celle qu'on touche du doigt et qu'on sent dans la bouche. Certes on est retourné au taf sans que l'avorton du palais n'ait consenti à abroger cette loi inique et promulguée – tout un symbole – lors d'une nuit sans lune, mais, au-delà du fait qu'on l'attend au prochain tournant, lui et son gang mafioso, nous voilà requinqués comme jamais, les batteries à bloc, tout à fait prêts à en découdre. Si les autorités s'en moquent, à l'abri de la plèbe pensent-ils, protégés par une forêt de centaures oblitérés Police, les bureaucraties syndicales, de leur côté, s'inquiètent à juste titre de cette hargne soudaine, qu'elles savent incontrôlable. Ça flippe dans les permanences car un mouvement tel celui que nous venons de vivre, agit comme un révélateur des farces et attrapes que nous bradent à longueur de temps ces rabougris marchands d'opium et autres professionnels du syndicalisme de salon. Lorsqu'au bout de dix jours de blocage, nuit et jour sous pluie et vent, le délégué local – celui-là, qui accourt quand se pointent les caméras, et qu'autrement on ne voit jamais –, quand il n'ose plus pointer son museau en AG, moi je dis que c'est plutôt bon signe. S'ils ne sont plus ici c'est qu'on avance, vous ne trouvez pas ?

Mais chut, tais-toi ô ma rancœur, l'essentiel est ailleurs. Il est, paraît-il, dans le projet du Parti socialiste. Non je déconne. N'empêche, ils ne sont pas tristes ces pitres, à l'instar de François Hollande qui, se positionnant en vue de 2012, se campe en fin stratège : « *J'ai laissé passé le coup d'avant pour être maintenant dans le coup du jour.* » Bien vu mister Flamby, laisse passer les coups, laisse… Concernant le projet lui-même, l'ex-premier secrétaire estime que « *le risque, c'est l'indifférence* ». Le problème est de taille, dans la mesure où même de cette indifférence, finalement on s'en tape. Pour le métrosexuel Manuel Valls, « *l'exigence de vérité et de crédibilité s'impose* » en cette année, manière de dire sans le dire que, depuis Jaurès au moins, mensonge et grand n'importe quoi sont les deux faces d'une même (fausse) monnaie qui a pour nom Parti socialiste. Valls tient cependant à mettre en garde ses camarades contre une « *mélanchonisation des esprits* ». La formule serait bien trouvée qu'elle resterait ardue à prononcer. Gageons que Ségolène Royal lui préférera quelque chose comme la mélanchonnitude.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Suite du mouvement retraites

Plus de 4000 personnes à la dernière manif retraites de Troyes. À la fin du défilé, les travailleuses de la bonneterie (la CGT du textile) ont brûlé des torchons sur les grilles de la préfecture. Ça a un peu chauffé entre les manifestants et la police. Le slogan « Police partout, justice nulle part » crié par les libertaires a alors été soutenu par beaucoup de manifestants, ainsi que « Sarko dans le charter ! ». Après la manif, contrôle d'identité de plusieurs manifestants dans les rues voisines (surtout de ceux qui ont gueulé). Lundi, l'opération péages gratuits a été mise en place par la CGT au sud de Troyes. Ils ont tenu pendant deux heures et ont récolté 400 euros pour les caisses de solidarité. Le 3 novembre, des militants de la mouvance « anarcho-autonome » se sont introduits dans les locaux de France bleu à Rennes, perturbant les programmes pendant 1 heure 30. Une tentative similaire a été déjouée à *Ouest-France*. Manif plus petite, mais toujours bien nourrie à Poitiers, avec un petit cortège anar du groupe Pavillon noir (FA 86). Le collectif Solidarité pour la grève générale, émanation de l'assemblée populaire, a parcouru la manif et récolté des centaines d'euros solidaires pour la caisse de grève et de luttes, autogérée, non-affiliée, non-syndiqués, précaires. De 3000 à 4000 personnes dans les rues de Besançon (moitié moins que les autres manifestations) mais un cortège Sud/Solidaires important et très dynamique « On lâche rien ». CGT-CFDT peu mobilisées mais présentes. Quasi disparition de FO. Où sont-ils ? Les Sud et les anars ont tenté de « prendre la Citadelle » pour y déployer une large banderole mais les flics étaient fortement présents pour nous empêcher de passer. Après deux heures de jeu du chat et de la souris (avec quelques fortes tensions), l'action a pu être menée à son terme. Encore de belles perspectives de lutte. À Paris, sous la pluie et un froid de canard, un peu de monde dans le cortège anarchiste : des slogans tout le long, une assez bonne pêche. En fin de manif, les libertaires, toujours serrés et au son des slogan,s ont droit à un accueil personnalisé de CRS. Pas mal de gens hallucinent de voir que les autres formations politiques et syndicales arrivent sans encombres mais que les anars, eux, sont bloqués de force. Les groupes de Dordogne, à Périgueux, FA et CNT et probablement les manifestants du groupe du DNP sont très encadrés et surveillés par le préfet qui semble faire des siennes de chefaillon de l'UMP. Les camarades ont clairement signifié qu'ils ne baisseraient pas leurs armes de liberté d'expression. La manif sauvage qui a suivi le rassemblement de Jussieu a donné lieu à une cinquantaine d'arrestations. Les sorties de GAV ont eu lieu au compte-gouttes, les flics en ayant profité pour garder quelques personnes isolées, avec le risque qu'ils essaient de les charger pour trouble à l'ordre public. Toujours à Paris, après la manif étudiante qui a tourné en manif sauvage, il y a eu 90 interpellations devant le lycée Turgot. Paris, toujours, les éboueurs parisiens lèvent leur blocage après trois semaines de blocage, la grève est malgré tout reconduite 55 minutes par jour « *pour garder sous pression les négociations* ». Le 9 novembre à Nîmes, dans le cadre du collectif interpro (GGT, Sud, CNT, No Pasaran) qui s'est mis en place, une action de blocage de voies a eu lieu, dans le calme, à la gare Saint-Césaire, de 6h30 à 7h15. À Grenoble, un rassemblement non déclaré de lycéens a mal tourné : un jeune de 19 ans s'est blessé en sautant d'un pont pour fuir la police. Même la future élite française de l'École normale supérieure a bloqué l'entrée de l'établissement. Cantine, bureau de la direction, bibliothèque sont inaccessibles. Des banderoles décorent la façade et posent une question : « Et si enfin on s'insurgeait ? » En cause, le droit du travail, le « *harcèlement moral et physique* » dont se plaignent certains salariés, le sous-effectif dans certaines activités d'entretien et de maintenance, et les faibles salaires des agents contractuels (détenteurs d'un CDD) de l'établissement. Une solidarité originale entre étudiants, techniciens du CNRS et employés de maintenance qui s'est substituée à la mobilisation contre la réforme des retraites.

Misère, misère...

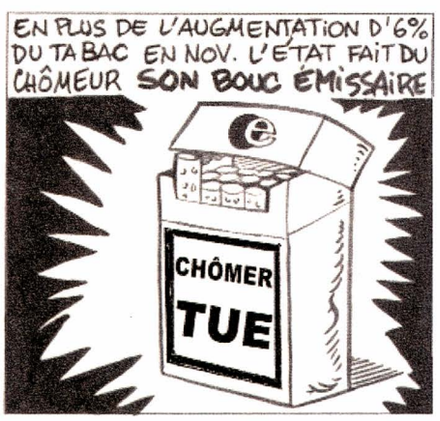
Presque 8 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, selon la dernière étude de l'Insee, c'est-à-dire près d'un ménage sur huit, dont près d'un tiers des familles monoparentales. Soit 7,836 millions de Français qui vivent avec moins de 950 euros par mois.

Les médecins-conseils à la caisse

Un accord d'intéressement signé entre l'assurance-maladie et ses médecins-conseils permet à ces derniers de percevoir une rémunération complémentaire (représentant 2 % environ de leur salaire) sur la base d'une maîtrise des dépenses de certains postes comme les IJ ou les prescriptions de plusieurs médicaments. Ce texte a « *semé le trouble sur l'indépendance des médecins-conseils* », selon l'Ordre des médecins, tandis que les syndicats médicaux crient au scandale. On aura tout vu dans le genre ultralibéraliste !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

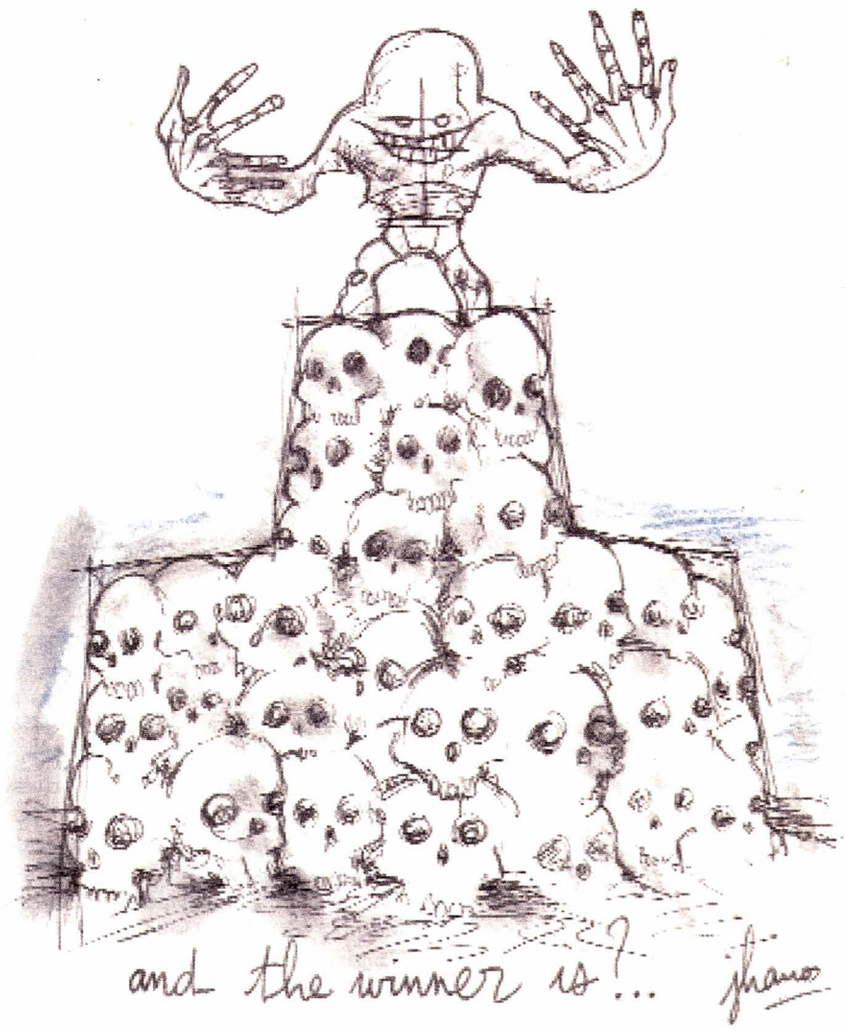
KROKAGA



POTKINE ENLÈVE...

L'État et massacre massif

Nestor Potkine



Qui massacre le mieux, et le plus ? Le XIXe et le XXe siècles ont en effet vu naître la version moderne du massacre massif. Le massacre planifié, organisé, optimisé, porté au point d'efficacité maximale, de la Shoah au lao-gaï en passant par le goulag. Il ne s'agit plus du spasme d'atrocité, même coordonné, comme la Saint-Barthélémy ou les pogroms. Il ne s'agit plus des persévérantes exterminations d'aborigènes, en Tasmanie, en Amérique, en Afrique. Il s'agit de carnages perfectionnés par les techniques modernes d'évaluation des performances. De massacres massifs décidés, financés, gérés, raffinés par une institution : l'État.

Deux concepts, en apparence éloignés du problème, éclairent ce trait néfaste de l'État.

Les grandes sociétés (celles dont la population va bien au-delà de quelques centaines ou quelques milliers de personnes) sont des sociétés aux séries téléologiques de plus en plus longues. Georg Simmel utilise le concept de « série téléologique ». Ce sont des séries d'actions enchaînées vers un but. Quelle quantité de séries d'actions, toutes si longues, pour aboutir à votre lecture de mon article !

Cinquante ans de survie depuis ma naissance.

La création humaine du langage, phénicienne de l'alphabet, française du français.

Votre propre survie depuis votre naissance. L'invention du concept de série téléologique.

L'écriture, l'impression et la vente du livre de Simmel, lui-même bénéficiaire d'incalculables séries téléologiques.

La conception de l'ordinateur en général et la fabrication de l'ordinateur particulier sur lequel j'écris.

La production de circuits imprimés, de silicium, de cadmium, d'acier, de plastique.

La construction des usines de circuits imprimés et des bâtiments dans lesquels vous lisez. Etc.

Or toutes les sociétés dont les séries téléologiques sont très longues et très nombreuses sont sous la coupe d'un État : c'est-à-dire d'un groupe survivant aux décès successifs de ses membres, chapeautant des groupes de spécialistes de l'exercice de l'autorité. Sous prétexte de favoriser la connexion pertinente, l'emboîtement fécond, la succession fluide des séries téléologiques, ainsi que de prévenir engorgements et empiétements, ce groupe de groupes s'empare toujours des séries qui conditionnent l'exercice de toutes les autres ; par exemple la création d'argent. Et le groupe de groupes appelé État hésite rarement à mettre la main sur les séries qui procurent de grands profits ou menacent sa domination.

Second concept. Kant a discerné un « impératif catégorique » de la morale humaine. « *Agis toujours d'après une maxime telle que tu puisses vouloir en même temps qu'elle soit une maxime universelle.* » « *Traite alors l'humanité, que ce soit dans ta propre personne ou dans celle d'autrui, toujours comme une fin, et jamais seulement comme un moyen.* » La conception anarchiste la plus fréquente de la morale – liberté jamais sans solidarité et solidarité jamais sans liberté – repose sur des fondements très variés ; toutefois, si l'on déroule strictement les conséquences de l'impératif kantien, on aboutit droit à la morale anarchiste.

Quel lien entre cet impératif et les séries téléologiques longues ?

Une série téléologique moderne, par exemple celle qui aboutit à votre lecture de mon texte, est un monstre. Une hydre à un million de têtes, à un milliard de mères. Aucun des innombrables contributeurs à cette série n'aurait pu deviner à quoi son action allait aboutir. Pascal, Babbage, von Neumann, Turing et Bill Gates[1] ne savaient pas qu'ils allaient favoriser la diffusion du concept de série téléologique ! Le Zaïrois trimant dans une mine de métal rare, le soutier philippin sur le minéralier qui transporte le résultat du travail du Zaïrois, le Taïwanais revêtant un costume étanche avant de pénétrer dans la salle stérile d'une usine de puces électroniques, la baby-sitter qui combattit l'otite de mes 3 ans, Norbert Elias dissertant de l'influence des séries d'actions longues sur l'internalisation des règles de distanciation du corps à la cour de Louis XIV ; tous ces gens ne pouvaient prévoir ce que je suis en train de vous infliger. Or une série téléologique moderne est une fin lointaine.

Une fin lointaine est difficile, sinon impossible, à voir, à comprendre, à aimer. D'autant qu'elle génère et infiltre d'autres séries téléologiques en un inextricable fouillis de cascades,

de deltas, de capillarités, de boucles rétroactives. Ces séries téléologiques, innombrables dans leur abondance frénétique, incessante, empêchent de penser.

Penser à qui ? À autrui, à moi-même, à l'humanité. L'arbre cache la forêt ? Oh non ! La forêt cache l'arbre ; la jungle des séries téléologiques n'éclaire que le moyen, l'action immédiate ; elle cache les fins. Elle cache autrui, celui qui ne doit pas être qu'un moyen mais, toujours, une fin.

Les États croissent sans frein tant qu'ils ne rencontrent aucun obstacle, à l'instar des autres vraies puissances, les grandes entreprises. Plus États et entreprises s'agrandissent, plus ils contrôlent de séries téléologiques, plus ils allongent et enchevêtrent celles dont ils disposent, entrecroisant sans fin État et économie. En Europe, les élites financières, qui possèdent ou contrôlent déjà les plus grandes séries téléologiques, s'acharnent ainsi à créer un État paneuropéen afin de forcer encore plus de séries à converger dans encore moins de poches.

Or cette tendance à la monopolisation progressive des séries téléologiques essentielles est, historiquement, indépendante de l'idéologie professée par l'État ; des dictatures bolcheviks aux dictatures baroques sud-américaines ou africaines, en passant par les dictatures capitalistes occidentales déguisées en républiques parlementaires, tous les États compétents rassemblent toujours plus de séries téléologiques.

En d'autres termes, tous les États compétents travaillent à miner l'impératif catégorique kantien.

Ils travaillent à obscurcir la nécessité de considérer autrui comme une fin, et pas seulement comme le moyen d'une infinité de séries téléologiques.

Aucune idéologie politique n'entrave ce processus, puisqu'aucune idéologie politique ne réclame la destruction immédiate, définitive et toujours vigilante de l'État. Hormis l'anarchisme.

Définition de l'anarchisme pour étudiants en première année de Sciences-Po : « *Mode de pensée qui fait passer les fins avant les séries téléologiques.* »

Nous sommes-nous éloignés des massacres massifs ? Au contraire, nous voilà à leur origine. Car la tendance à ne voir autrui jamais comme un fin mais toujours et seulement comme le moyen de la seule fin qui compte, l'accomplissement des séries téléologiques, lesquelles sont emboîtées jusqu'à servir l'État et ceux qui le contrôlent, cette tendance est bien la même qui permet la conception, la planification, l'exécution et l'optimisation des massacres massifs.

Le célèbre euphémisme nazi « *Sonder Behandlung* » (traitement spécial) résumait à lui seul une série téléologique aussi immense qu'atroce : le mécanisme conçu, planifié, exécuté et optimisé par l'État nazi pour assassiner six millions d'êtres humains.

Cet escamotage d'une réalité colossale et barbare ne fut pas qu'un indispensable mécanisme psychologique, pas qu'une indispensable astuce de rhétorique administrative, il fut le cœur du rassemblement de séries téléologiques aux buts variés : vol de l'espace polonais, tchèque, ukrainien, lithuanien, russe, vols des ressources naturelles de ces espaces, extraction de valeur maximale pour un coût de main-d'œuvre minimal (comme la langue managériale le dit bien : « *concentration d'esclaves qui ne coûteront rien à nourrir tout en rapportant, jusqu'à leur mort* » !), intimidation des peuples conquis et du peuple allemand lui-même, satisfaction d'objectifs insensés, tels que la pureté raciale, ou fantasmatiques, tels que l'exercice sadique de la puissance maximale possible sur un autre être humain.

Le massacre massif n'est donc pas le seul résultat de l'arrivée au pouvoir de la personnalité autoritaire, telle que l'a définie Adorno. Les fantasmes particuliers de Staline ou de Hitler ont certes eu un puissant effet historique : mais les boucheries de Chinois et de Coréens par les Japonais, le génocide des Tasmaniens en Australie, l'aide (pour utiliser un généreux euphémisme) de la digne République française aux tueries au Rwanda, l'indifférence générale devant les hécatombes du Darfour, la participation de centaines de milliers de spécialistes aux massacres massifs nazis et communistes, les massacres instantanés d'Hiroshima et Nagasaki ; tous sont l'œuvre d'administrations, d'États. La stupéfiante complexité du corps humain entraîne la possibilité permanente de dérèglements cancéreux, où des cellules soudain proliférantes tuent l'organisme qui les nourrit. De même, la stupéfiante complexité des séries téléologiques de la vie moderne entraîne une possibilité permanente : que les groupes dominants qui composent l'État moderne définissent soudain un groupe humain comme hors de l'humanité. Puis permettent, ou ordonnent, le massacre de ce groupe.

L'abondance, la longévité, la sécurité dont les sociétés occidentales bénéficient sont dues à notre immense capacité de consentement aux nécessités de séries téléologiques dont nous ignorons les fins. Parce que ce consentement est capté par l'État, les massacres massifs sont plus que possibles, ils sont toujours probables. À qui objecterait qu'on semble s'acheminer vers un tout sécuritaire moins sanglant mais moins voyant, il faut répondre que l'un n'exclut pas l'autre.

N. P.

---

1. Respectivement i) inventeur d'une machine à calculer, ii) précurseur de l'informatique, iii) théoricien de l'informatique, iv) *idem*, v) qui ne le connaît pas… (*NdR.*)

...LA NAPHTALINE

Heureux les sourds,

car ils connaîtront le vrai de la religion !

« *Insert baby for refund*» (Pour être remboursé, introduisez le bébé)
Lu sur un distributeur de préservatifs à Londres

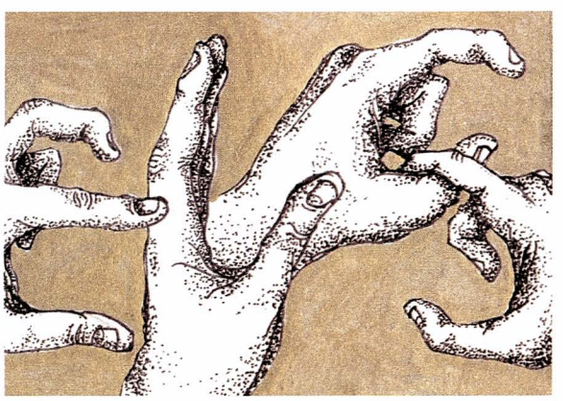
La voix du Seigneur

La langue des signes française (LSF), que les sourds se sont donnés à eux-mêmes, est une vraie langue, avec une morphologie, une syntaxe, des lexiques, des nuances, etc. Se déployant dans le canal visuel, elle engage l'expression de tout le corps (pas seulement des mains comme on le croit parfois) et exige une précision des configurations (pour que les signes soient clairement identifiés) et une articulation rigoureuse des images pour comprendre qui agit sur quoi, quel est le sentiment éprouvé, dans quelle ligne du temps, etc. Exactement comme pour une phrase de langue orale, où l'on ne met pas les mots dans n'importe quel ordre, ni sans conjugaison, ni sans accords, etc.

L'invention du monothéisme, quelque part entre la Méditerranée et l'Euphrate, a lié son destin à la parole. Dieu est Verbe. Eh ! « *per forza* » (c'est obligé) comme on dit en italien : il ne pouvait pas être grand-chose d'autre le bougre, puisque sa complétude et sa perfection absolues sont par définition hors de l'expérience sensible de l'être humain.

D'où un hiatus intéressant avec la LSF, qui, par sa nature et son histoire encore jeune, a un rapport beaucoup plus immédiat et nécessaire au concret. Non pas que la LSF ne sache pas exprimer l'abstrait, mais le besoin impérieux d'images impose cette immédiateté avec le concret. L'apparente meilleure disposition des langues orales à dire l'abstrait est d'ailleurs à relativiser. C'est en réalité qu'elles ont développé depuis les origines tout un réseau de métaphores (dont on pourrait dire que l'étymologie est la science de leur ordonnancement), qui leur permet de cacher l'enchaînement de ces images – renvoyant au concret – dans le sens convenu des mots.

Imaginez-vous maintenant partager votre vie avec une interprète français/LSF (c'est mon cas, vous l'aurez compris), et vous retrouver on ne sait comment un dimanche matin devant l'émission « Le jour du Seigneur », sur France 2 (merci la laïcité du service public), avec une messe traduite en LSF pour les braves sourds du premier rang, regardés avec miséricorde comme des « *disgraziati* » (frappés de disgrâce) comme on dit en italien[1].



La (fausse) voie du seigneur

Et là, stupeur rigolarde ! Tout d'abord, le prêtre s'était affublé d'une chasuble verte, sur son aube blanche et une étole à liseré rouge : un vrai drapeau algérien ! Manœuvre grossière pour faire croire aux sourds mahométans qu'ils étaient à la mosquée ?

Mais surtout, la gestuelle molle et niaise de la liturgie catholique moderne, la contrition intériorisée qui freine l'expression tranchée de toute la gamme des émotions, et une ignorance évidente de la LSF par un pseudo-interprète (alignant une transcription signe pour mot, sans syntaxe et sans placement), qui a produit des approximations savoureuses !

Ainsi du prêtre qui pleurniche : « *Dieu nous a créés avec la tendresse d'un père.* » Ce que le non-interprète traduit par « *Dieu + tendresse + avec* [au lieu de « comme »] *+ père + créer + nous* ». Que peut-on comprendre si ce n'est que nous sommes issus d'une relation incestueuse entre le père et le fils ? Comme quoi la pédophilie est vraiment le principe reproducteur de l'Église depuis l'origine des hommes !

Ou encore, le prêtre évoque un Dieu qui « *accueille ses enfants que le péché avait éloignés* ». Et l'autre de signer : « *Dieu + enfant + accueillir + péché + déteste.* » Autrement dit, un Dieu qui accueille dans le péché ses enfants qu'au fond il déteste. N'y a-t-il pas à nouveau une image frappante de cette destruction de l'enfant (aussi bien l'Autre que soi-même) que révèle une pédophilie traumatique et traumatisante ? Passons à table maintenant. C'est l'eucharistie et le prêtre invite les fidèles « *au repas du Seigneur* », ce que l'autre signe en « *manger + Dieu* ». Ce qui est amusant ici, c'est qu'avec cette approximation, qui n'était certainement pas dans l'intention du prêtre, notre lamentable apprenti a retrouvé le sens originel de la liturgie chrétienne : une pratique anthropophage[2].

Mais il y a mieux. « *Ceci est mon corps livré pour vous* » devient, au bénéfice de signes mal configurés et mal placés, « *corps + prison + vous* ». Mon corps est votre prison. Voici un aveu bien singulier pour un zélateur de la religion !

Pour apothéose, ce cri de vérité : « *Délivre nous du mal* » bêle l'officiant, tandis que l'abruti à côté signe « *liberté = mal* ». La liberté est mauvaise ; tout est dit !

J'ai chez moi quelques vieilles affiches éditées par la Fédération anarchiste, et que je me remets à coller régulièrement dans mon quartier. Elles disent simplement : « *Religions, oppression mentale* ». Pouvait-on mieux dire ?

Le vrai de la religion

Heureux les sourds, donc ! Car dans la nullité même des officiants, ils se sont vu révéler le vrai de la religion : des curés pédophiles et incestueux, de père en fils, qui agissent dans la haine farouche de la liberté de l'être humain !

Mais quelle mouche a donc piqué l'Église pour se risquer ainsi à montrer ses fondements ? On peut hasarder une hypothèse en notant que le prêtre était le père Laurent Bonnot. Eh oui, Bonnot ! Comme la bande éponyme. Alors, des anarchistes masqués au cœur même de l'Église ? Avouez que ce serait un terrorisme fort réjouissant en ce début de XXIe siècle.

Cettia Cetti
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Il s'agit de l'émission du dimanche 31 octobre 2010.

2. Lire sur le sujet mon précédent article, « 2 planches, 3 clous, le bon label », paru dans le ML n° 1568 du 15 octobre 2009.

La honte

Jacques Langlois

CE QUI FRAPPE le plus dans les événements actuels concernant la mafia politicienne UMP, c'est la disparition d'un sentiment traditionnel, celui de la honte. Les politicards d'aujourd'hui sont des agneaux en aval de la pollution de l'onde fraîche, ladite pollution n'étant qu'un effet des médias. M. Woerth a menti n fois plus une par omission. Il se replie dans sa vertu. Il ignore que ses casquettes de ministre du Budget, de trésorier de l'UMP, de racoleur de subsides auprès des riches pour financer l'UMP et la campagne de Tsarko en 2007 posent des problèmes de conflits d'intérêts et de financement occulte d'un parti ? Il est pur ; il n'est pour rien dans les magouilles de l'association du développement de l'Oise, condamnées en justice alors qu'il en était un des responsables sous la houlette de Mancel, lui-même condamné. Il n'est pour rien dans la vente illégale à bas prix d'une partie de la forêt de Compiègne pour ses copains hippiques, assisté en cela par le sénateur très vertueux pour les finances publiques, le sieur Marini, maire de Compiègne.

Amalgamer les Roms de Bulgarie et de Roumanie avec les gens du voyage français depuis des siècles, les délinquants avec l'immigration ne pose aucun problème de conscience. Utiliser les services de l'État, y compris ceux du contre-espionnage, au profit d'intérêts privés est normal. Il est vrai que Tonton (tu m'acoutes, pourquoi tu tousses ?) avait ouvert la voie. Crier haro sur ces salopards de juges (juge des libertés) qui démentent la police est légitime à Grenoble. Et pourtant la chambre d'accusation en appel a donné raison au juge des libertés. C'est là que l'on voit toutes les saloperies possibles avec les témoignages anonymes ou sous X. Par exemple, le seul témoin des violences de 2005, auquel on avait tout promis pour qu'il témoigne, vient de se rétracter. C'est là que l'on voit la perversité des témoignages sous X et de la délation anonyme (comme en 40-44) organisée par les récentes lois du pouvoir. Un gendarme a abattu un prévenu entravé, menotté, de sept balles dans le dos dans la cour de la gendarmerie, c'est normal car il s'enfuyait, *dixit* l'avocat général sans doute aux ordres. Là aussi, il n'y a plus de vergogne ; tout est permis car c'est couvert par le pouvoir qui confond la fin et les moyens, et qui n'interroge aucunement les fins. Ne pas ouvrir d'instruction dans l'affaire Bettencourt-Woerth confirme le diagnostic : les services de l'État ne défendent plus l'intérêt général ; ils sont au service d'un pouvoir qui a monopolisé tous les pouvoirs, partout, en y nommant ses sbires et affidés. Aucune honte à avoir dans ce torpillage en règle de la démocratie. La culpabilité et l'illégitimité ont disparu ; il ne reste que la responsabilité comme disait la mère Dufoix, socialiste : responsable mais pas coupable dans l'affaire du sang contaminé. Mais au pénal il n'y a plus de politicards ou de managers responsables ; cela a été reporté sur les entreprises en tant que personnes morales ; cela a été exclu pour les notables par la loi Fauchon de 2000 (sous Jospin) qui les exonère en cas de non-connaissance des risques.

Avant Raskoltignac, les riches étaient honteux ; ils se camouflaient en Suisse ou ailleurs en profitant au passage des avantages fiscaux de pays non coopératifs dans la lutte contre l'évasion fiscale. Maintenant, ils ont le droit et la fatuité de s'afficher. Ce n'est pas dû à Tsarko même si celui-ci est de ce bord-là. C'est le résultat de trente ans de politiques libérales cachant les prédations, magouilles, privilèges d'État sous le masque de la réussite méritée par le travail. L'idéologie libérale, que Raskoltignac partage et propulse, est que la fortune sourit aux audacieux risquophiles et travailleurs. Leur succès est mérité, ce qui évacue toute honte dans les moyens d'y arriver. Seul le résultat compte. Évidemment, le fait que 100 milliards d'euros d'impôts aient disparu au profit des riches depuis 2002 (déjà sous l'hyponyme Galouzeau de Villepin qui joue les vertueux maintenant) n'est pour rien dans l'affaire. Ni les privatisations de services publics au profit d'ex-hauts fonctionnaires reconvertis dans les affaires, analogues aux rachats d'entreprises publiques par les oligarques en Russie sous Eltsine. Ni les faveurs aux fournisseurs d'État, en même temps propriétaires de médias, comme Dassault, Lagardère ou Bouygues ; ni les magouilles de la Françafrique en faveur des Bolloré et consorts ; ni les arrangements fiscaux dans les grosses successions (César, Wildenstein, Lagardère, Bettencourt, etc.) ; ni les faveurs du fisc pour les expatriés fiscaux, etc. Tout cela est normal car les riches font ruisseler leur fric sur les prolos en achetant leurs services et créent ainsi de l'emploi induit. Sans les privilèges du luxe, il y aurait moins d'emplois induits par leur consommation. Ce que, pourtant, les statistiques ne confirment pas puisque les riches n'investissent pas dans la production mais dans la spéculation. Et, en outre, si on les impose trop, ils partent à l'étranger comme n'importe quel Jean-Philippe Smet. Comme l'a dit le président Tsarkowitch : il faut réhabiliter l'argent et le mérite qui le procure. Il s'ensuit que les riches n'ont plus à avoir des scrupules vis-à-vis des pauvres : ils ont ce qu'ils méritent et les exclus aussi.

L'absence de honte des riches est ample-

ment montrée par les enquêtes du couple Pinçon-Charlot (dernier opus : *Le Président des riches*). Ces gens-là forment un groupe uni, fermé, endogamique ; ils ont leur habitat séparé dans les banlieues chic bien protégées par les sbires policiers ; ils ont leurs institutions de rencontre et de fermeture au *vulgum pecus* : jockey-club, rallyes, bal des deb, écoles privées, etc. En fait, ce sont des chauds partisans de la lutte des classes (et des places) et ils se sont organisés pour conserver leurs privilèges face à un monde du travail de plus en plus atomisé.

Donc, les riches n'ont plus honte ; du reste, aux USA, ils veulent donner la moitié de leur fortune à des associations ou fondations. Ce n'est pas nouveau ; c'est ce qu'avaient fait les barons voleurs aux XIXe et XXe siècles pour faire oublier leurs prédations sur le bien public. De toute façon, la restitution aux bonnes œuvres est très inférieure au montant des vols commis sur la richesse publique. C'est ce modèle du vol privé, exonéré par le don, la charité, que souhaite Tsarko l'Américain, de même que l'accès du plus grand nombre à la propriété de son logement, ce qui permet aux « accédants » de la fermer tant que l'hypothèque court et de rejoindre les cohortes sécuritaires pour protéger leur bien. La propriété est le début de la justification et de l'acceptation des inégalités car si j'ai pu devenir proprio, pourquoi les autres n'en useraient-ils pas de même ? S'ils n'y arrivent pas, c'est donc que ce sont des pauvres types, voire des immigrés clandestins, des « racailles » à kärchériser.

C'est pourquoi, bien seuls en univers libéral, les prolos, eux, ont honte. Ils ont retenu la leçon libérale propagée par les médias et les politicards de droite : si vous ne réussissez pas, c'est que vous êtes des fainéants qui « *ne travaillent pas plus pour gagner plus* », des ratés, des nuls, des minables, des risquophobes qui êtes payés au niveau de votre maigre productivité marginale. Soyez déjà bien heureux qu'il y ait encore de la protection sociale. Cependant, il faut amoindrir celle-ci car elle encourage votre dépendance, votre soumission à l'assistanat public. Les assurances sociales ne font que vous déresponsabiliser ; c'est pourquoi il faut les abaisser. Ayez honte de ne pas réussir et de vivre aux crochets de la collectivité. Baigné dans cette idéologie individualiste et fricophile, le prolo se sent coupable. Or, il n'y a rien de pire que les sentiments de culpabilité et de honte car ils touchent au plus profond de l'estime de soi, de l'amour-propre dans la relation aux autres. La honte est l'envers du mépris que les autres peuvent afficher à votre égard.

La honte est insupportable parce qu'elle est indicible et qu'elle est soumise aux regards de ses propres enfants et de son voisinage. Il faut y échapper. Pour cela, on peut faire appel à des circonstances fortuites, notamment la malchance ou un milieu défavorable. Cela ne marche guère puisque les pauvres sont responsables de leur situation au bout d'un certain temps. Que reste-t-il alors ? Le bon vieux bouc émissaire : les immigrés, les communautés, les beurs et autre noirs mal assimilés, les Roms, etc. On aura reconnu le terreau du F-Haine maintenant exploité avec bonheur électoral par Rodotarin Ier. Mais la honte peut être aussi tournée vers soi-même, ce qui peut expliquer une bonne part des suicides de salariés : ils ont trop honte de ne pas atteindre les objectifs irréalistes fixés unilatéralement par leurs petits chefs suivant les consignes managériales de leur direction, ils ont peur de ne pas être à la hauteur de cette entreprise et de leur job dans lesquels ils se sont trop investis.

Cependant, ne prenons pas Raskoltignac comme seul coupable de cette stigmatisation des pauvres en forme de projection de ses propres peurs sur des boucs émissaires. La chose est dramatiquement liée aux effets de trente ans de politiques libérales en faveur du pognon, politiques menées aussi par les sociaux-démocrates, qui, curieusement, sont cois et n'affichent pas pour l'instant le moindre début de programme sérieux ; ils n'ont que des champions en vue des élections de 2012 : Ségolène, la mère Térésa du socialisme ; Martine la convertie à la compassion du « *care* » ; François, dit chamallow ou fraise des bois ; Dominique, le purgatif du FMI ; Valls à trois temps (moi, moi, moi), etc. Comme disait l'autre, protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge.

Il y a aussi que l'idéologie libérale, individualiste, égoïste, utilitariste, etc., règne depuis longtemps en maître sur les esprits. C'est pourquoi l'élection de Raskolrodotarintignac en 2007 n'est que le résultat d'une conjoncture entre l'homme de la situation, la désespérance honteuse des exclus de la société libérale et la peur des vieux soucieux de protéger leurs maigres biens contre les « racailles ». Le candidat UMP en 2007 avait su merveilleusement faire foisonner les électorats en sa faveur. Il n'avait pas lésiné sur les discours contradictoires en fonction desdits électorats : libéral, ce qui est sa tendance profonde, devant les uns ; socialisant, devant les autres. Double discours et écart entre le dire et la pensée rapidement démentis par les festivités au Fouquet's et autres, et par le vote de la loi fiscale de 2007.

Las, le démagogue a été pris à revers par la crise de 2008, crise qu'il n'avait pas vu venir eu égard en sa croyance dans l'efficience des marchés et de la « concurrence libre et non faussée ». Du coup, il a essayé de se rattraper (à usage interne vis-à-vis de l'électorat) en gueulant comme Rodomont, le bravache, et Tartarin de Tarascon, le hâbleur, contre la dérégulation financière qu'il n'avait pas vue lorsqu'il était ministre du Budget sous Chiracos. Il en était d'autant plus partisan qu'un avocat d'affaires n'existe pas sans affaires autorisées par ladite dérégulation. Cette crise montre que les prolos n'ont pas à avoir honte d'une situation que le libéralisme à tout crin soutenu alors par Tsarko a créée. Ils reprennent du poil de la bête malgré des syndicats qui s'emploient à diviser pour régner afin de protéger leur statut d'honorables correspondants institutionnalisés du pouvoir. Sarkozescu joue la montre avec des mesurettes fiscales et sociales en vue de 2012. Stratégie aléatoire car rien ne dit que les « marchés » ne vont pas les trouver rapidement insuffisantes et forcer le prince à augmenter les impôts avant. C'est sans doute, du reste, ce qu'il joue : attendre que les événements forcent le pays à en passer par une potion FMI comme en Grèce. Il dira alors : c'est pas ma faute, c'est obligé par les circonstances de la faillite de la France. Il oubliera évidemment que cette faillite a été amenée par sa politique et celle de ses amis de droite, bien assistée par la gauche social-démocrate, qui y a conduit.

J. L.

Zoom sur la Russie

Regard sur le mouvement anarchiste russe

K. S. Bessmertny

Section russe de l'AIT
Traduit par les Relations internationales de la Fédération anarchiste

La société russe et la crise mondiale

La Russie moderne est un exemple de l'« espace dépolitisé ». La participation de la population à la vie politique se limite aux votes réguliers lors des élections. Et même ces votes sont vécus par les citoyens comme une sorte de fardeau.

L'explication de cette situation se trouve, à notre avis, dans le changement de régime entre l'URSS et la Russie de 1989 à 1993. À l'époque de la perestroïka en URSS, de nombreuses forces politiques se sont formées et ont gagné en influence parmi la société. Dans le même temps, après des décennies de la quasi-inexistence et d'oubli, le mouvement anarchiste renaît. La Confédération syndicale des anarcho-syndicalistes (KAS) a été créée par l'union des anarcho-syndicalistes de tout l'espace de l'Union soviétique et comprenant environ un millier de personnes. À cette époque, une grande partie de la population souhaitaient et exigeaient des changements majeurs (sociales, économiques, politiques), tandis que le régime du Parti communiste, de plus en plus souvent, « tombait en panne ».

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, le projet économique néolibéral est mis en place en Russie, contribuant à l'appauvrissement dramatique de millions de personnes. En 1993, le régime est dans une situation extrêmement difficile car il est en train de perdre toute la confiance de la population, qui l'a porté au pouvoir deux ans plus tôt.

En fin de compte, c'est l'année 1993, qui, à notre avis, doit être considérée comme le point tournant dans l'histoire de la Russie moderne. En Russie, il existe, alors, un vaste front national-patriotique (« rouge-brun ») de protestation – nationalistes, staliniens, etc. Les anarchistes sont déjà dans un état de crise, la KAS est divisée (en deux ans, il cessera officieusement d'exister). Au moment où la confrontation entre l'opposition et le gouver-

nement était la plus forte, du 21 septembre au 4 octobre, des événements majeurs sont survenus à Moscou.

Après l'écrasement des « rouges-bruns » par des forces armées fidèles au président Eltsine, et dans les conditions de la crise socio-économique permanente, le pays devient de plus en plus apathique au regard de la politique.

Dans le début des années 2000, le nouveau président – un protégé de Boris Eltsine, Vladimir Poutine, arrive au pouvoir. Officiellement, la période de sa présidence est considérée comme celle de la stabilisation. Cependant, la réalité est autre : cette stabilité est davantage basée sur des illusions. Les prix du gaz et du pétrole sur le marché mondial sont favorables au Kremlin. Mais l'industrie en Russie n'a pas réussi à sortir de l'état de crise des années quatre-vingt-dix.

D'autre part, ces dernières années, le pays devient de plus en plus autoritaire, les structures des Affaires intérieures jouent un grand poids dans la vie politique du pays. Après l'arrivée au pouvoir de Dmitri Medvedev, la situation n'a pas changé.

La crise économique et financière mondiale a introduit des changements significatifs dans la vie du pays. Comme partout dans le monde et comme toujours dans l'histoire, la crise a principalement frappé les plus pauvres, tandis que le gouvernement s'est préoccupé, en premier lieu, du système bancaire.

Les milieux dirigeants sont bien conscients que la crise contribue d'une manière ou d'une autre à la radicalisation de la population d'une part, et à la criminalisation – d'autre part. La réponse à ces tendances est le renforcement du ministère de l'Intérieur, de la législation anti-extrémiste et la restriction des procédures concernant les activités d'opposition (il devient de plus en plus difficile d'organiser des réunions, piquets de grève et manifestations légales). Tout cela se passe dans le contexte d'incessants scandales liés au ministère de l'Intérieur – scandales liés à la corruption et aux infractions pénales. Chaque jour, on nous informe dans les actualités des cas de nouveaux meurtres, tortures, viols, extorsions, accidents de la route, etc., impliquant des policiers.

La politique économique dans le pays reste, comme auparavant, néolibérale. La privatisation continue. Dans la sphère sociale (en premier lieu, il s'agit de l'enseignement et de la médecine), on attend la commercialisation totale, ce qui contribue à l'impopularité croissante du régime auprès la population. Tout cela se passe dans des conditions de crise économique et financière mondiale qui a engendré la chute du pouvoir d'achat des russes.

En outre, la crise a sérieusement affecté l'industrie de la construction de bâtiments. À Moscou, plusieurs chantiers sont gelés ou définitivement arrêtés. Les travailleurs de tous les secteurs voient leurs salaires diminués. Le chômage est en hausse constante.

Il est vrai que, officiellement, tout va bien dans le pays : la crise est surmontée, le chômage est en baisse.

Perspectives pour les anarchistes

Aujourd'hui, l'extrême gauche continue d'exister uniquement à un niveau marginal. Elle n'a aucune perspective sérieuse pour les prochaines années, à moins que ne se produise un événement particulier qui change radicalement la situation.

Une des raisons principales est l'extrême désorganisation du mouvement anarchiste – seule une petite minorité d'anarchistes font partie d'une quelconque organisation. Celles-ci sont nombreuses, mais la plupart d'entre elles sont microscopiques et sans aucune perspective, ou tout simplement très éloignées des réalités socio-économiques et politiques de la Russie.

Parmi les organisations auxquelles nous devrions prêter attention, on peut noter la SKT (Sibirskaya Confédéraciya Trouda – Confédération sibérienne du travail), KRAS-MAT (Confederaciya revolucionikh anarkho-synidicalistov – Confédération des anarcho-syndicalistes révolutionnaires – la section russe de l'Association internationale des travailleurs) et un certain nombre de groupes faisant partie de l'AD (Avtonomnoyé Deistvie – Action autonome »), notamment à Oufa et Ijevsk.

L'organisation la plus importante et sérieuse est la SKT (elle compte maintenant plus de deux mille personnes, selon les membres de la SKT). Elle n'est pas purement anarchiste et se tient à des positions révolutionnaires-syndicalistes sujettes à l'anarcho-syndicalisme. Tous les membres de la SKT ne sont pas des anarchistes, cependant, l'organisation a été créée sur la base de la KAS en Sibérie.

Dans le même temps, l'AD-Ufa, l'AD-Ijevsk et la KRAS-MAT comptent, chacune, au mieux, quelques dizaines de personnes. Il est difficile de dire si le mouvement anarchiste a de bonnes perspectives, en raison de sa faible influence sur la vie de la société et par son image médiatique négative. Cependant, si ces groupes participent aux actions sociales tout en laissant l'initiative à la population – le mouvement pourrait avoir de bonnes perspectives.

L'antifascisme et l'écologisme font partie des activités de l'extrême gauche. Elles sont sans doute un atout important pour l'avenir, mais sans plus. L'enthousiasme excessif pour ces activités – en particulier – dans les conditions de crise, peut mettre fin à tout espoir du mouvement de l'extrême gauche de sortir du ghetto politique où elle réside de manière permanente.

Toutefois, aucun mouvement de l'extrême gauche n'est pas capable de se développer en quelque chose de sérieux, sans un mouvement social fort. C'est à celui-ci, dans l'idéal, de former la base sociale de l'extrême gauche. Aujourd'hui, les mouvements sociaux puissants sont absents en Russie. Certes, il existe des syndicats plus ou moins combatifs, groupes et activistes syndicalistes. Mais toutes ces initiatives sont très minoritaires et ne représentent aucun danger pour les autorités. Le mouvement de grève est absent dans le pays et ses perspectives sont faibles : les gens sont assez réticents en ce qui concerne les grèves, ou, ont tout simplement peur pour eux-mêmes et leurs proches. L'évolution de la situation autour de Mezhdurechensk (suite à la catastrophe à la mine Raspadskaya la nuit du 8 au 9 mai) est très représentative. La protestation des mineurs – à première vue, si prometteuse – n'a abouti à rien.

En Russie, des réformes très impopulaires auront lieu dans le domaine social. La pression est exercée sur les quelques syndicats indépendants et des syndicalistes. La protestation légale devient de plus en plus difficile. Cela aura-t-il une incidence sur la croissance de la popularité des idées de l'extrême gauche (anarchistes) chez la population ? Et, cela contribuera-t-il à l'augmentation du nombre des militants ? – il est encore difficile de donner une réponse positive à ces questions.

Vivre dans la Russie actuelle n'est pas seulement difficile. Ce qui est le pire, c'est l'humiliation. Parce que rien n'humilie plus que la vie parmi les esclaves tolérant leur servitude. Notre regard sur la situation est donc très pessimiste : rien de bien n'attend l'extrême gauche dans un proche avenir en Russie. Si le peuple décide de se livrer aux batailles contre les autorités, il est plus probable que cette bataille aura lieu sous les drapeaux des rouges-bruns.

Nous ne pouvons que continuer notre propagande dans l'espoir de trouver quand même un « contact » possible avec la société, sinon notre voix (des anarchistes, de l'extrême gauche) restera pour toujours « *la voix qui crie dans le désert* ».

K. S. B

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. » **Inconnu**

De retour d'un séjour en Russie de trois mois, Sarah Gruszka a écrit ce petit article sur le domaine Bakounine où se tient, chaque année, à l'été, depuis une dizaine d'années, un colloque – « Lectures de Priamoukhino » – sur Bakounine. Au-delà du colloque annuel lui-même, dont visiblement personne ou presque n'est au courant sous nos latitudes, c'est l'expérience de réhabilitation du domaine, menée avec constance par quelques libertaires déterminés, qui est intéressante. Une preuve, en somme, que l'anarchisme peut et doit être constructif.

De retour de chez Bakounine

Sarah Gruszka

Moscou, juin 2010... J'avais vaguement commencé une enquête autour du livre anarchiste russe, mais elle restait peu fructueuse : apparemment, aucune édition libertaire, et, plus étrange encore, les quelques ouvrages rencontrés portant sur l'anarchisme émanaient des éditions... URSS (ça ne s'invente pas ! [1]), qui ont une collection spécialisée « Réflexions sur l'anarchisme » (bien moins abondante que « Réflexions sur le marxisme », on l'aura deviné...) où l'on peut trouver pêle-mêle Élisée Reclus, Piotr Kropotkine, Jean Grave, etc. Bref, un peu confus tout cela, d'autant plus que j'avais déniché ces ouvrages dans une petite librairie installée dans les Archives du Parti, bâtiment sur lequel veillent encore et toujours les trois figures tutélaires du communisme à la russe, nos *camarades* Marx, Engels et Lénine. Par ailleurs, j'avais cherché à tout hasard s'il existait une librairie semblable à Publico ; on m'en avait indiqué une, dite « alternative », appelée Phalanstère, mais dont le fonds, là encore, semblait tout mélanger : certes, on y trouve des ouvrages de Makhno, mais côtoyant ceux de Staline, et, sur la porte d'entrée, pour donner un avant-goût de cette confusion des genres, un grand A cerclé jouxte une affiche du Parti communiste grec...

Un peu décontenancée par cette apparente absence de production libertaire, je demande à un ami sympathisant résidant à Moscou s'il peut me mettre en relation avec le milieu anarchiste. Et, alors que je m'apprête à savourer un week-end reposant, voilà que je reçois, un vendredi à 23 heures, un message mystérieux me fixant rendez-vous le lendemain à 7 heures pour une « réunion chez Bakounine ». Qu'à cela ne tienne, je donne évidemment mon accord, m'attendant à passer deux heures dans un local un peu miteux d'une rue sombre de Moscou pour observer les polémiques passionnées d'une petite bande de jeunes anars tatoués, et basta. Toutefois, l'heure matinale de ce rendez-vous me paraît un peu incongrue, mais, en Russie, on finit par ne plus faire attention à tout ce qui semble irrationnel.

Me voici donc au point de rencontre, ce samedi matin, ne sachant même pas à quoi ressemblent mes acolytes. L'endroit est désert, je ne vois qu'un groupe de vieilles dames bien mises qui attendent également ; de désespoir, je finis par leur demander si elles vont elles aussi chez Bakounine, en me disant que les anarchistes russes ne correspondent pas vraiment à l'image que je m'en faisais, mais, heureusement, elles me regardent avec effroi et se détournent de moi. Arrive enfin un groupe clairement identifiable, entre vieux babas cool, jeunes pseudo-hippies, et puis d'autres aussi. Détail curieux : ils ont tous de gros sacs à dos d'où dépassent des tentes et des duvets. Nous montons dans un car et, au bout de plusieurs heures de route, je comprends que non seulement nous n'allons pas à une petite réunion routinière dans un vague quartier de Moscou, mais que nous nous rendons au domaine des Bakounine, à 250 kilomètres de la capitale – soit 8 heures de route en pleine canicule –, pour un colloque annuel de deux jours autour du personnage.

Priamoukhino, un petit village perdu dans la région de Tver, fait de routes en terre et de vieilles maisons de bois, avec sa petite église locale. L'harmonie des lieux aurait fait la popularité de ce village et attiré maints écrivains russes – Tourgueniev, Belinski, Tolstoï, Gorki, etc. – mais aujourd'hui, il est plutôt dans un état de délabrement avancé. C'est là que naît Mikhaïl Aleksandrovitch et qu'il passe son enfance jusqu'à ses 14 ans. Ses ancêtres y vivaient depuis la fin du XVIIIe siècle. Sergueï Kornilov, un personnage très énergique qui ressemble à s'y méprendre à Voline, lui aussi né dans ce coin de campagne, a décidé d'y revenir à 59 ans, après des décennies passées à Moscou, pour tenter de faire vivre la mémoire

de Bakounine. Depuis, il consacre sa vie à ce projet, et c'est dans son jardin sauvage qu'il nous accueille. Son isba se trouve non loin de la demeure de la famille de Mikhaïl, dont le parc arborait, il y a peu encore, le fameux chêne planté par le père de Bakounine et les décembristes Mouraviev. Sergueï Kornilov est l'auteur de trois pièces sur Bakounine et l'un des initiateurs – avec, entre autres, l'arrière-petit-neveu de Mikhaïl – du Fonds Bakounine, créé en 1999 dans le but de préserver et restaurer le village et tenter de recréer l'atmosphère d'ébullition culturelle qui le caractérisait à l'époque. Pendant plusieurs années, des volontaires, principalement anarchistes, sont venus aider aux travaux dans le cadre de camps d'été. Les habitants n'ont pas toujours été enthousiasmés par l'arrivée de ces intrus plein de projets en tête ; il semblerait même qu'il y ait eu quelques histoires d'incendies non élucidés. Mais Sergueï ne veut pas parler de cela, il préfère se montrer positif et sa maison reste ouverte à tous les locaux un peu curieux, quoi qu'il arrive.

Dans le prolongement des rencontres initiées en 1989 et 1994 par l'historienne russe et biographe de Bakounine (et de Kropotkine) Natalia Pirumova, le Fonds Bakounine a lancé l'idée, en 2001, de ce colloque annuel, intitulé « Lectures de Priamoukhino[2] », pour donner un lieu de parole à des exposés autour de l'histoire de l'anarchisme, et plus généralement du mouvement révolutionnaire, et des questions touchant plus spécifiquement au domaine Bakounine. On le voit, ce colloque n'est pas exclusivement dédié à l'anarchisme et ses instigateurs insistent sur l'ouverture à d'autres mouvements : socialiste-révolutionnaire, marxiste libertaire notamment. Il se veut international, mais au moment où j'y assiste, nous ne sommes que trois, sur plusieurs dizaines, à ne pas être russes. Les autres viennent des quatre coins de la Russie, essentiellement de Moscou et Saint-Pétersbourg. L'arrivée de Parisiennes dans ce village à moitié abandonné de Russie provoque d'ailleurs l'étonnement amusé des participants. Spécificité renforcée par la vision idéaliste qu'ils ont généralement de la France : un pays libre où le peuple ne se laisse pas faire, fait grève, manifeste. L'un d'eux m'explique qu'en Russie, la société est très conservatrice, que le gouvernement peut à sa guise enrayer la création d'un syndicat ou interdire une manifestation sous prétexte qu'elle est dangereuse ou nuisible à l'économie, et que l'organisation de grèves se heurte à la passivité des travailleurs, voire à d'autres vices (« *Le problème, c'est qu'au bout du quatrième jour de grève les gens sont tous bourrés* », me confie-t-on).

À peine arrivée à Priamoukhino et après un rapide déjeuner servi à la cantine de l'école locale, les conférences commencent tout de suite, en plein air, sur des bancs de fortune. Il fait chaud et les moustiques, particulièrement féroces dans cette région, s'en donnent à cœur joie. Les sujets des exposés sont très divers : thématiques historique (par exemple, les anarchistes de la région de Tver dans les années 1920, ou encore « l'anarchisme et la bohème littéraire et philosophique dans la Russie du début du siècle »), actuelle (états des lieux du mouvement anarchiste en Pologne), philosophique (la pensée de Michel Foucault), ou encore des sujets plus atypiques, voire mystiques (l'influence de Wagner sur Bakounine – qui est restée imperméable à ma compréhension). Au-delà de l'intérêt intellectuel que présentent ces conférences, le colloque est aussi et surtout un lieu de rencontres et d'échanges, l'opportunité sans doute unique en son genre de faire la connaissance de personnages hauts en couleur. Les intervenants sont aussi diversifiés que les sujets abordés : étudiants, professeurs d'université, journalistes, militants, etc. Souvent, ce sont déjà des habitués de ce rendez-vous annuel. Leur érudition et leur modestie sont frappantes. Il y a, par exemple, Vadim Damier, historien spécialiste de Kropotkine à l'Académie des sciences de Moscou[3] ; ou bien un vieux monsieur chargé, en son temps, du musée Kropotkine et de ses archives ; ou encore Vladimir Ermakov, auteur d'une impressionnante et unique bibliographie de 700 pages sur l'anarchisme dans l'histoire de la Russie des origines à nos jours, publiée en 2007. L'un m'apprend qu'il était l'ami de Vlady, fils de Victor Serge, un autre me raconte que son ancêtre a combattu dans les rangs de la Makhnovchtchina…

Les discussions se prolongent tard dans la soirée ; après le dîner en plein air, préparé par la femme de Sergueï Kornilov, tout aussi dévouée à la cause de Bakounine que son compagnon, l'heure est aux chansons populaires au coin du feu. On sort la guitare et la vodka bon marché de dessous les tables et on refait le monde. Spécialement pour moi, ils entonnent avec entrain *la Marseillaise* version anarchiste russe. Pour les taquiner, je leur demande de me déclamer l'hymne soviétique, et voilà que se déroule cette scène surréaliste : de fervents anarchistes chantant, avec réticence au début, puis fougueusement, cet hymne dont ils connaissent encore les paroles qui ont abreuvé leur enfance. À l'aube, chacun va se coucher là où il peut, dans des conditions spartiates ; on m'installe dans la salle de jeux de l'école, où je m'assoupis quelques heures avant un dimanche encore chargé.

Le lendemain donc, suite des conférences. Après une baignade dans l'Ossouga, on va visiter le petit musée Bakounine, installé dans l'école. Fondé en 2003, il retrace, gigantesque arbre généalogique aidant, l'histoire de la famille de Mikhaïl ; on y trouve aussi quelques photographies et plusieurs ouvrages de et sur lui. Quand sonne l'heure du départ, Sergueï Kornilov nous remercie chaleureusement de notre visite et nous incite vivement à faire connaître, en France, la passion bakouninienne qui les anime. Voilà qui est fait, du moins je l'espère.

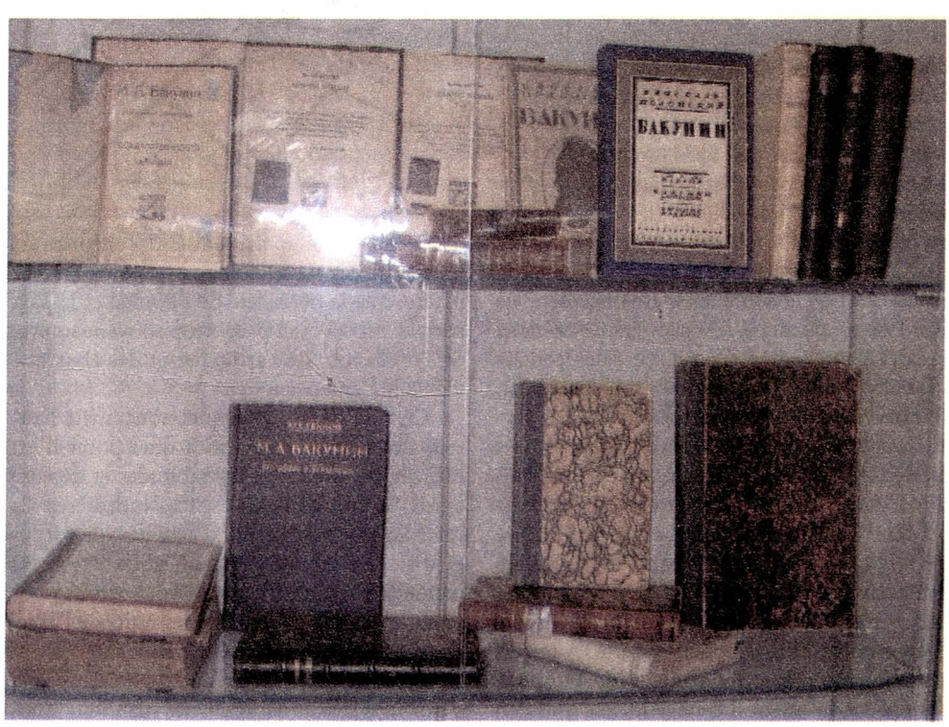
S. G.

---

1. Les incrédules ou les curieux peuvent se reporter au site URSS.ru.

2. Les actes des colloques précédents ont été publiés par des éditions locales (pour les russophones, on peut trouver les thèmes de ces conférences et les noms des intervenants sur le site www.bakunin-fund.da.ru, où l'on peut consulter également deux vidéos concernant les lieux et le projet).

3. Il est notamment l'auteur de *L'Internationale oubliée. Le mouvement international anarcho-syndicaliste entre les deux guerres*, une somme en deux volumes, réduite dans sa traduction anglaise *Anarcho-syndicalism in the 20th century*.



Fermez les asiles

Jacques Lesage de La Haye et les Éditions du Monde libertaire nous proposent une deuxième édition de *La Mort de l'asile*, un ouvrage consacré à l'histoire des luttes contre l'institution psychiatrique, véritable enclave totalitaire. Cette deuxième édition de *La Mort de l'asile* « revue et corrigée » comporte de nouveaux éléments qui apportent une toute nouvelle dimension à ce livre. Ces suppléments complètent et illustrent le récit, et donnent assurément plus de poids à l'histoire de l'antipsychiatrie. Ils nous montrent, par exemple, comment ces idées ont été mise en pratique avec les patients de l'hôpital de Ville-Evrard. En effet, des photos ont été ajoutées et permettent de se mettre dans l'ambiance de l'hôpital : la musicothérapie où l'on voit l'auteur avec une patiente qu'il a suivie pendant vingt-deux ans ; l'expression corporelle, avec deux exercices, la chaîne et la petite bascule ; dans cette deuxième figure, on voit Patrick, artiste, qui a travaillé huit ans avec Jacques Lesage de La Haye, se laisser aller dans les bras d'un psychologue stagiaire, Charles Taverny (aujourd'hui analyste reichien), sous le regard d'une autre psychologue stagiaire, Adeline Verecchia (également analyste reichienne maintenant) ; enfin, nous avons des images d'un concert avec un groupe de rock (les Zobstinez). Comme illustration de l'esprit de l'ouvrage, nous trouvons, placée en exergue, la phrase clef de Robert Castel : « *N'en déplaise aux technocrates, une institution n'est pas une entreprise dont la réussite se mesure à la seule rentabilité* » (*L'Ordre psychiatrique*). On y trouve également les remerciements au docteur Gérard Guasch (médecin psychosomaticien et concepteur de l'analyse reichienne), à Marie- France Médana (analyste reichienne spécialisée dans le massage circulatoire-énergétique) et Gilbert Léon (conservateur du Musée national de la psychiatrie). Et, enfin, une bibliographie très étoffée complète cet ouvrage et atteste de près de quarante années de recherche de l'auteur.

Dans son livre, Jacques Lesage de La Haye ne retrace pas seulement l'histoire des idées alternatives à la psychiatrie et des luttes qui les ont portées, il nous rend également compte d'un combat enragé pour la liberté. À travers ses rencontres avec les patients de l'hôpital, l'auteur nous amène à cette évidence que rien n'est plus thérapeutique que le respect, la considération, la parole et la liberté de l'autre. Il apparaît que l'institution psychiatrique n'a pas compris ce principe humain élémentaire puisqu'elle fait des femmes et des hommes qu'elle accueille des objets d'études et des « rebus » de la société. En définitive, nous constatons que les gestionnaires de l'asile, dotés des meilleurs moyens et des théories les plus avancées sur la folie, ne garantissent, en réalité, que la pérennité de l'hôpital et la paix sociale. Mais à quel prix ? Trop souvent au prix de l'exclusion, de l'arbitraire et des abus que véhicule l'enfermement.

Ce récit politique auquel nous invite l'auteur nous permet de voir à quel point il est difficile de bousculer les habitudes et de faire entrer la vie dans des espaces mortifères. La mise en place de loisirs, d'activités, de sorties et d'ateliers comme « la musique » (où les patients dansaient) ou « le yoga » fut, pour l'auteur, le moyen de briser les murs de l'asile, de sortir des psychiatrisés de l'anéantissement psychologique et social, et de permettre que s'exprime la plus naturelle des manifestations, celle de la vie. Mais, cela ne s'est pas fait sans mal. En s'engageant dans ces alternatives, Jacques Lesage de La Haye (comme tous ceux qui ont porté les idées de l'antipsychiatrie) a dû faire face à l'adversité, à l'inertie, aux préjugés, aux abus de pouvoir et aux attaques les plus virulentes de la part de l'institution et de ses gardiens. À travers ce combat pour la vie et la liberté, l'auteur nous montre bien comment l'État, en ayant systématiquement recours à l'enfermement et la camisole chimique, écarte et fait taire tous ceux qui dérangent ou représentent un danger pour la société. Pourtant, la voix des « internés » a su se faire entendre maintes fois, ce qui a permis, entre autres, la rédaction d'une charte remarquable (« la charte des internés ») qui figure à la fin de l'ouvrage.

Si l'hôpital psychiatrique ferme ses portes aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'il y a eu une révolution sociale. Il ferme pour des raisons purement économiques. En revanche, la pensée qui a donné naissance à cette institution et, au « délire sécuritaire » que nous connaissons actuellement, domine toujours. Aussi, si nous ne voulons pas d'un monde cloisonné, compartimenté, contrôlé, asilaire, normatif, coupé de l'autre, battons-nous pour porter au plus haut l'étendard de la liberté. Ce combat est toujours à mener. Le chemin militant déjà parcouru, décrit dans *La Mort de l'asile*, ne peut qu'étayer et encourager notre féroce détermination à mettre fin à toutes formes d'enfermement. Solidarité et révolution, sont les deux fondements de la thérapie que Jacques Lesage de La Haye a pratiquée tout au long de sa carrière pour abattre les murs de l'asile. À nous de les reprendre à notre compte et d'œuvrer pour la destruction de toutes les prisons et la construction d'un monde plus libertaire.

Pascal Matrat

Jacques Lesage de La Haye, *La Mort de l'asile, histoire de l'antipsychiatrie*, édition revue et corrigée, Édition du Monde libertaire, 2010.

Éducation Autogestion Éthique

L'ouvrage que Hugues Lenoir nous offre est un recueil de textes touchant à l'éducation et à la formation. Souvent repris de publications spécialisées ou militantes et mis à jour, ces textes traitent de sujets bien différents, et concernent à la fois l'éducation en général et la formation continue, le domaine professionnel spécifique de l'auteur. Ils sont écrits dans une langue claire qui évite le jargon propre à la sphère éducative, et sans les longueurs habituelles qui sont le passage obligé de la prose universitaire. Du rappel des grands thèmes de la pédagogie libertaire aux techniques pédagogiques qui peuvent créer à tout âge un décalage par rapport aux représentations figées (on appréciera notamment le passage sur le photo-langage), en passant par la question si brûlante de l'évaluation, ces treize textes sont placés sous le signe de la diversité.

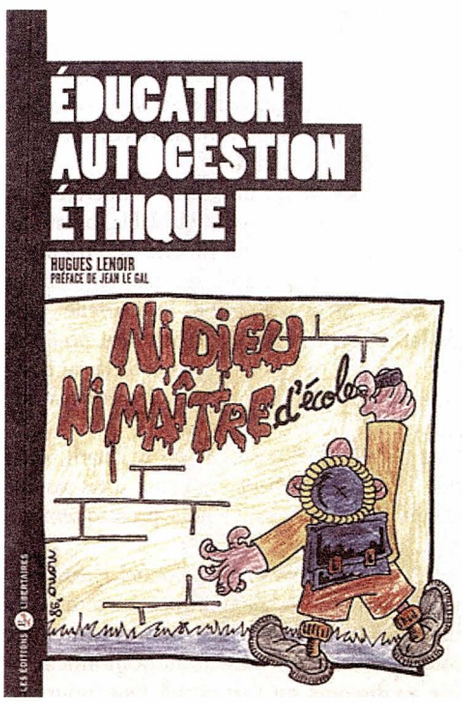
Certes il n'y a pas loin de la variété à l'éparpillement. Disons donc que ce recueil échappe à l'accusation d'être un rassemblement hétéroclite de textes sans rapport direct entre eux pour deux raisons essentielles qui font que le livre mérite lecture.

D'abord c'est bien le monde éducatif d'aujourd'hui que Hugues Lenoir questionne : certes il s'appuie sur l'inspiration libertaire pour ce qui est des valeurs guidantes ; on laissera dans ce domaine le lecteur aller à la recherche des quelques citations que l'auteur est allé chercher pour nous, toutes simples et très fortes (allez, une quand même : l'éducation, c'est « *apprendre à penser, à discuter, à se souvenir et à poser des questions* ») ; mais cette tradition n'est pas cultivée de façon muséale : on est dans l'histoire conjuguée au présent, pas dans le patrimonial si envahissant dans tous les milieux, milieu libertaire compris ; l'école du début du XXIe siècle occupe une part considérable de l'existence par rapport à celle qu'ont connue un Paul Robin ou un Sébastien Faure, d'autant qu'elle a l'ambition de se prolonger « *tout au long de la vie* », comme le sait bien Hugues, qui travaille dans la formation continue. À chacun d'essayer de tisser valeurs émancipatrices et réalités contradictoires d'une école qui ne cesse de s'étendre mais dans l'échec et la souffrance d'une partie des personnels et « desapprenants » (ce terme couvre à la fois les élèves au sens habituel du terme, les étudiants et les adultes en formation).

La reconnaissance de cette réalité, c'est aussi la reconnaissance des compromis à réaliser dans le travail, avec les apprenants comme avec les autres membres de la communauté de travail, les fameux « collègues ». Pas de recette dans ce domaine, et une grande inquiétude : comment ne pas trahir les idéaux qui fondent non seulement des choix pédagogiques, mais, plus fondamentalement encore, pour nombre d'entre nous, le choix d'une profession éducative ? La réponse d'Hugues Lenoir, si je l'ai bien comprise, est en deux temps : d'abord faire le choix des pratiques émancipatrices au sein même du travail (promouvoir l'auto-organisation, les échanges de savoirs, rendre fondamentaux les rôles de médiation et de facilitation de l'enseignant-animateur) – et ce temps est celui de toute une vie professionnelle ! –, ensuite se donner un cadre éthique.

C'est là, à mon regard, le principal apport de l'ouvrage, et ce qui en fait finalement l'unité. Se donner un temps et un espace mental de retour sur sa pratique permettant « *de mieux assumer ses courages et ses renonciations sans que se produisent de trop grands désordres identitaires* » est difficile, et se situe complètement en dehors d'une sorte de « *Dix commandements* » en éducation. Attention : il ne s'agit pas d'un examen de conscience, mais d'un travail visant à faire de sa pratique un lieu qui puisse conjuguer visée émancipatrice et compromis inévitables. Vaste programme, dont Hugues n'aborde pas le contenu dans ce bref ouvrage, mais qu'il établit comme une sorte de ligne d'horizon. Une éthique de l'action et de la remise en cause permanente, créatrice de nouveauté, opposée à une morale transcendante qui viendrait juger implacablement et qui générerait de la culpabilité ou, pire, de la certitude, c'est à chacun d'entre nous, éducateurs lambda, d'y travailler et d'échanger à ce propos (des revues comme *Le nouvel éducateur*, *Les Cahiers pédagogiques* ou *L'Autre école* s'y emploient dans la durée). On voit que ce livre, né d'expériences et de débats professionnels, nous ramène à notre quotidien, loin des imprécations définitives, mais sans renoncement.

Jean-Pierre Fournier



L'art dans les luttes

Il y a plus de quinze jours de cela, j'ai non-animé une émission autour de l'art contemporain sur Radio libertaire. Pourquoi ? Je ne savais pas quoi partager avec les auditeurs à ce moment-là, au cœur des mouvements sociaux, avec l'impression tenace d'un regard radiophonique inapproprié à la situation, de l'ordre du futile, d'une forme de malhonnêteté intellectuelle et d'usurpation dans nos préoccupations.

Il me semblait, ainsi qu'à d'autres, qu'un trop grand décalage avait lieu entre la réalité sociale et les événements art contemporain du moment, aux thèmes trop superficiels au regard de l'actualité, malaise accentué par ce qui ressemble de plus en plus à une course effrénée et stérile vers l'expo mégacollective par empilement d'artistes, comme un référencement sans sens de catalogue.

Quelque chose de l'art *entertainment* marchant donc, oscillant entre autisme des réalités et grotesque, agissant par là-même comme révélateur évident : celui de mondes à plusieurs strates, des vécus parallèles, monsieur-et-madame-tout-le-monde dans la lutte à côté d'une élite artistico-pensante en expos ou foires.

De plus, l'art contemporain s'appréhende avec une temporalité qui ne sied pas à l'urgence, mais demande ce temps nécessaire à l'interprétation, la réflexion et l'appropriation du message que l'on veut y voir (ou non), forme de réinterprétation personnelle du message conscient ou inconscient potentiellement universel que l'artiste nous transmet dans l'œuvre.

Une démarche de solitaire. Et un temps de regardant.

Pas celui de l'action, celle dans laquelle nous étions, nous sommes.

J'ai donc pris comme postulat ce soir-là de ne pas avoir d'invité et de ne pas parler sur Radio libertaire de cette actualité : l'art contemporain aujourd'hui ; et ai fait une non-émission, soit un refus, une tentative entre manifeste, happening et provoc, avec comme seul propos la lecture d'un texte similaire à celui-ci en fin d'émission.

Il y eut une suite : des réactions, des interrogations sur l'art plus généralement et non plus l'art contemporain seul, et des textes en réponses dont certains vous sont présentés ci-dessous, nourrissant ainsi cette réflexion initiale.

C'est pourquoi nous vous invitons à participer par votre réflexion et vos questions à l'émission du 19 novembre prochain, en soirée sur Radio libertaire, en téléphonant au 01 43 71 89 40. « L'art dans les luttes » de 22 h 30 à minuit environ, avec un plateau de différents participants : animateurs de Radio libertaire, membres de groupes de la Fédération anarchiste, critiques d'art, artistes… (89,4 MHz en région parisienne et partout sur internet).

Nathalie McGrath
Muzar

On peut aussi s'intéresser à l'art moderne et contemporain parce que la recherche de nouvelles formes en art a eu une influence sur les luttes politiques et vice-versa. Parce que l'histoire du XXe siècle en art semble être très souvent une suite de tentatives des artistes d'échapper au monde marchand, de faire quitter à l'objet d'art son statut de marchandise et d'influer sur le regard, les relations humaines et les espaces de vie.

C'est parfois puéril, il y a de la fumisterie, beaucoup se sont engouffrés, les suivistes, pour récupérer cette tension et en faire du commercialisable. Le nouveau étant vendeur et la pose de rebelle pouvant rapporter célébrité et dollars. On peut dire que le système a su tout récupérer, que les artistes ont joué avec et se sont fait acheter, il n'empêche qu'ils ont modifié notre regard, notre perception des choses…

On peut aussi analyser l'art du XXe comme une tentative de vivre les bouleversements possibles, en germe dans la société, les prises de conscience, au présent, tout de suite, sans attendre une révolution qui ne venait pas ou qui échouait. Cela a un aspect parfois dérisoire, mais c'est aussi très motivant, provocateur et qui dérange plus d'un schéma de pensée. J'en veux pour preuve l'absence de compréhension de l'art chez beaucoup de militants. Ils n'y voient souvent que la course au fric, la futilité des œuvres, ce qui entraîne un dénigrement tel qu'ils passent à côté de ce que la production artistique a de vivifiant et de formateur pour les consciences et pour la perception des changements dans notre monde moderne. Bref, ils se sont arrêtés (je caricature !) aux impressionnistes et leur vision politique en est resté à la fin XIXe !

Ceci pour dire qu'il n'est pas futile ni hors de propos de parler d'art à la radio, mais que c'est au contraire plus que jamais nécessaire et indispensable ! Il faut que le lien se fasse entre art et politique, pas seulement avec les artistes « engagés » mais avec tous ceux qui révolutionnent d'une manière ou d'une autre leurs pratiques et nos perceptions.

La forme est essentielle, en art comme en politique. Donc il faut apprendre à regarder, à analyser, à sentir et ressentir autrement qu'avec des dogmes (même anars) pour capter le monde qui vit et bouge et pouvoir influer sur sa marche.

Olivier
Groupe Gaston-Couté

L'art de rien. « *L'art aussi fait avancer le monde et la société, ce n'est pas quelque chose de vainement superficiel !* »

Et si l'art n'est pas forcément politique, il participe de la politique par son pouvoir d'émancipation.

Car, en effet, sans Altamira ou Lascaux, les primitifs italiens et le Quattrocento, les romantiques et l'art moderne puis contemporain, et je n'évoque que les arts plastiques, il n'est pas pensable que nous soyons aujourd'hui en capacité de poser un regard et un discours critiques sur les déviances dont le « système » nous accable.

L'art est formateur. Émancipateur inlassable et généreux.

Et il n'est nul besoin qu'il soit formellement politique pour être salvateur. Presque exactement le contraire.

Oui, Mozart est un grand « libérateur ». Aussi Bartok et Debussy. Et blablabla, la liste est infinie. Et Courbet, très proche de Proudhon et qui, comme son ami, n'a pas vu venir et s'installer la « révolution industrielle », a quand même été, grâce à sa peinture, pourtant très éloignée de la misère du prolétariat naissant, un formidable passeur d'idées révolutionnaires.

Merleau-Ponty, dans *L'Œil et l'esprit*, écrit que les artistes (plasticiens) sont « *des passeurs d'invisible(s)* ». J'ajoute, plus prosaïquement, « sans pancarte ».

Et que le « communicationnel » employé par certain exégète à son propos me semble un néologisme de trop qui fait ressortir et ressentir toute la détresse « communicationnelle » liée au discours sur l'art actuel. Que, pourtant,

l'intérêt d'un débat peut susciter en mes intérieurs dévastés. Qui mélange allègrement la langue des présentateurs de télé à celle plus académique d'un discours détaché des conventions pseudo-« modernistes » du langage.

Un paradoxe.

Heu…

Je préfère donc et suis plus sensible à la sémantique « Merlo-Pontyste » qui ne singe pas Pujadas ou l'ex-blaireau du JT de TF et vedette des Guignols, Poivre d'Arvor…

Artracaille

Mardi de 11 heures à 12 h 30

En période de mouvements sociaux, je préfère, concernant Radio libertaire, quand le politique prend le pas sur le culturel que l'inverse. Même si l'idéal serait de réussir à concilier les deux, plutôt que de voir (ou d'entendre) des émissions devenir des non-émissions. C'est un débat important à avoir.

Nous faisons souvent référence dans nos émissions à des œuvres et des artistes engagés, porteurs d'un message politique ou subversif. Et si j'anime une émission musicale sur Radio libertaire, c'est que je pense que certaines chansons valent autant que des tracts ou ouvrages idéologiques. Mais j'ai du mal avec l'idée que l'art soit politique par essence. D'abord parce que ça revient à lui faire porter une responsabilité historique, qui par ailleurs est l'affaire de tous, et lui pose un cadre en dehors duquel il devient, non plus de l'art, mais autre chose, comme il est parfois du divertissement, de la marchandise, etc. (pour les rappeurs du groupe Rapaces, l'art n'existe plus depuis que le capitalisme a fait de l'artiste un ouvrier spécialisé).

Pour être direct, un artiste crée non pour aider à l'émancipation des classes laborieuses, ou dans une généreuse tentative « d'élever » l'humanité, mais principalement par goût pour la création, par talent et maîtrise de son art et pas pour autre chose, également par nécessité financière.

Mais comme un artiste est un être humain et donc un révolté potentiel, il arrive que son art devienne le reflet de sa révolte, et c'est même parfois de cette révolte que naît l'inspiration artistique. Il exprimera alors sa réflexion politique au travers de son œuvre.

D'où les questions suivantes : si l'art n'est pas forcément politique, Radio libertaire est-elle forcément une radio politique ? Aux émissions de notre radio qui traitent de l'art de préférer s'intéresser à la beauté de l'art qu'à la chose politique ? S'agit-il d'un outil de lutte sociale ou d'un média libre, vecteur d'une culture différente, ou présentée différemment ? Les deux, mon capitaine ?

Je n'ai pas de réponses arrêtées sur ces questions, c'est pourquoi je me permets de les poser.

Gilou

Émission « Les enfants de Cayenne », lundi de 9 heures à 11 heures

Futile… Ce matin, j'écoute le *Quatuor* de Ravel… splendide.

Alors que ce pouvoir en place, brutal, qui écrase tout, qui suscite la violence est mû par un formidable moteur : la bêtise ! Couvert des oripeaux de la prétendue raison, du prétendu sérieux, il n'en est pas moins d'une ignorance crasse… et il le revendique !!!!! Jamais un « chef » comme celui que l'on a sur le dos n'a autant montré la fierté qu'il a d'être sot…

L'art (ne faudrait-il pas remplacer ce mot par… liberté d'expression ?) est le plus efficace rempart à cela. Aucun dictateur n'a ignoré les « arts ». Aucun n'a douté de l'importance de les contrôler, de les soumettre. La surveillance des artistes doit figurer à la première page du manuel du petit dictateur.

Bien sûr, la propagande habituelle nous a mis dans la tête que l'art « c'est élitiste », c'est pour les pédants, les bourgeois… que « ça sert à rien ». Le pouvoir sait comment rallier les commissaires du peuple qui veillent à le maintenir (le « peuple ») dans le noir… À le priver de ce qu'il redoute tant : l'imagination.

D'origine modeste, je résisterai jusqu'au bout pour me respecter et m'enrichir de l'imagination des autres, de la superbe créativité, inventivité, beauté, âpreté, jetée, rejetée, balancée, dispersée par tout ceux qui veulent dépasser et surtout combattre le néant dans lequel ils nous enferment pour jouir, eux, sans fin, sans limite, sans barrière, de ce que nous produisons d'émerveillement, de sensibilité.

Quelle ironie que nous, les anarchistes, fassions des complexes vis-à-vis de cette merveille de liberté qu'est l'art dit « contemporain », c'est-à-dire d'ici et maintenant. Celui qui vit de l'urgence d'inventer, de bousculer, d'étonner, de choquer… Faut-il laisser la place à TF1 ?

Il est urgent, au plus fort des luttes, de promouvoir, de distribuer, de dispenser sans retenue et surtout *sans complexe* ce qu'ils nous volent et ce qu'ils s'approprient, ce qu'ils veulent nous interdire : la liberté…

Ce matin, j'écoute le *Quatuor* de Ravel. Nom de nom, que c'est beau et que je me sens exister et… libre.

Christian

Groupe Gaston-Couté

Wall Street s'en tamponne ?

Ce film, de Jean-Stéphane Bron, nous replonge dans l'affaire des subprimes, liée à la crise financière internationale et responsable de la ruine et de l'expulsion de millions de familles, en majorité noires (des milliers dans l'Ohio) et, comme le rappelle Barbara Anderson, présidente de l'association de défense des victimes de cette gigantesque escroquerie, dépourvues des connaissances minimums pour débusquer celle-ci à travers les belles promesses des courtiers. Il y a donc bien dans cette entreprise frauduleuse une éhontée « exploitation de classe » – exploitation de la misère et de l'ignorance.

La forme du procès fictif, se substituant au procès réel que la ville de Cleveland voulait intenter aux vingt et une banques responsables des saisies immobilières, est particulièrement efficace pour démonter les différents aspects du scandale.

Se présentent à la barre en alternance les victimes, ouvriers de base, souvent dans le bâtiment, et pourvus de familles, enchaînant les travaux mal payés et précaires, et les responsables du système comme Michael Osinsky, trader raté et inventeur d'un logiciel vendu dans le monde entier qui a permis l'extension de l'arnaque… qu'il déplore.

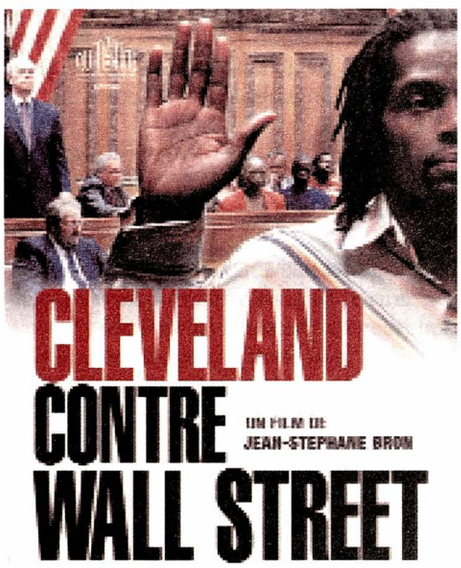
Ce témoignage est d'une force inouïe puisqu'un de ceux qui se sont enrichis démesurément (d'après lui, en 2003, les profits de l'opération pour Wall Street se sont élevés à mille milliards de dollars) en vient, devant l'ampleur de la catastrophe humaine, à souhaiter des garde-fous aux ravages du capitalisme…

La pratique des deux avocats, celui de la défense des banques, Keith Fisher, et celui des victimes, Josh Cohen, ce dernier d'une générosité et d'un charisme réconfortants dans cet étalage de misère et de turpitudes, est mise en scène de façon très pédagogique : pour le premier, l'habileté rhétorique de l'énoncé des questions – évitant le centre brûlant du conflit – et l'exigence de réponses de la part des témoins limitées à oui ou non, réduit le champ de l'expression de la plainte, de la configuration du dommage et de la complexité des responsabilités, mettant l'interlocuteur dans l'embarras.

L'intervention d'un conseiller municipal est intéressante, qui chiffre le coût, supporté par l'argent public, de la garde et du nettoyage des maisons abandonnées devenues squats ou parkings à épaves. Elle n'ôte rien à la critique de la politique de la ville formulée par un membre du jury lors de la délibération finale : voyant la marche des choses, la mairie de Cleveland aurait dû intervenir et s'opposer à cette ruée des financiers vers les plus pauvres.

Faisant fond sur la crédulité de ceux-ci, on a atteint des sommets : une maison coûtant 26 000 dollars se voit estimée quelque temps après à 40 000 pour l'ouverture d'un crédit, puis un peu plus tard à 71 000… On réussit à persuader des expulsés à se réengager sur un autre emprunt pour une autre maison. Certains des plaignants ont contracté des crédits sur plusieurs maisons à la fois !

Le représentant de Washington dédouane le gouvernement quant à la procédure de titrisation (reventes en bloc à des actionnaires d'un paquet de crédits) mais rappelle que le déclenchement des opérations a été la campagne nationale pour l'accès des Américains à la propriété.



Le court extrait final sur Obama serrant la main de Barbara Anderson et s'engageant solennellement à mettre au pas les escrocs et les faire passer en jugement prend un relief singulier dans le contexte actuel.

De tels films, à la fois documentaires et fictions, sur des sujets cruciaux qui, au-delà des USA, touchent au fonctionnement du systèmenéolibéral et participent efficacement à la compréhension de celui-ci et au développement des résistances et offensives à lui opposer.

Marie-Claire Calmus

Divorce à la finlandaise

Un film de Mika Kaurismaki

La crudité de la description des invraisemblables contradictions amoureuses provoque, tout au long de ce film, un rire libérateur : c'est bien cela, nous sommes manœuvrés par des affects et des pulsions inconciliables, et dans ce fatras, nous nous démenons pour souffrir le moins possible, insoucieux de ce que nous faisons subir à autrui.

Là où nous croyons ne plus aimer nous aimons encore, là où nous nous inventons d'autres liens, ils ne résistent pas à l'usage… et la jalousie que nous croyons impensable en une fin d'amour réapparaît et nous entraîne dans sa danse infernale.

C'est une film très courageux, très captivant aussi par son rythme endiablé, sa lucidité aiguë, et l'humour des situations et propos que celle-ci génère.

Confronté à cette épreuve de vérité, le spectateur sort de là en meilleure forme, décrassé et réconcilié avec la vie, et au-delà de tant d'aléas et de contorsions, avec les sentiments.

Marie-Claire Calmus

C'est pas du cinoche !

Bernie

Bernadette Chirac, la femme de l'autre, souhaite se présenter à nouveau comme conseillère générale, en Corrèze. C'est bien la preuve que la place y est bonne, et que les salaires eux, ne sont jamais fictifs…

Ceux qui m'aiment prendront le train

Le fait de transporter des déchets nucléaires à travers l'Europe commence à faire parler. Le train de conteneurs a bien ramené en Allemagne des déchets d'origine allemande mais qui avaient été traités en France par la florissante société Areva. Le business du nucléaire se porte bien, merci pour lui. Désinformation, pognon, répression… Les vieilles recettes marchent toujours.

Le salaire de la peur

Alors que dans notre Hexagone même le Pôle emploi supprime… des emplois, les Anglais, eux, réinventent le travail obligatoire, en voulant obliger les chômeurs à faire des travaux divers et variés. Bien entendu, tout ça sous la menace de perdre ses allocations chômage. Pas besoin d'aller au pays de Mao pour connaître la rééducation par le travail…

Que les gros salaires lèvent le doigt !

L'équipe de foot française, après sa déconfiture mondiale, réclame le pognon qu'elle avait soi-disant renoncé à toucher. Il est aussi murmuré que l'argent serait ensuite finalement reversé à des bonnes causes. Si du fric est à récupérer, j'ai entendu dire que *Le Monde Libertaire* était preneur…

La grande bouffe

Restos du Cœur, Secours catho… C'est le début de la campagne d'hiver de distribution de repas. Rappelons au passage que ces officines humanitaires ouvrent en fait désormais toute l'année, car, comme chacun le sait, tout va bien dans notre beau pays. Si on allait se servir directement à la table de l'Élysée, du Medef et autres parasites ?

Docteur Folamour

Le grand démocrate M. Ahmadinejad, sans aucun doute injustement stigmatisé en raison de son antisém… euh pardon, de son antisionisme, n'a pas fait l'objet de boycott, puisqu'il vient de se faire livrer par deux entreprises belges (c'est pas une blague) de l'uranium enrichi, dont l'usage est civil, ou militaire. Déjà qu'on n'est pas franchement rassuré par le nucléaire civil, alors quand c'est militaire…

Bibo

Sans foi ni loi

Chassée par les bourgeois,
Écrasée par l'armée,
Défoncée aux médias,
Exploitée à l'année ;
Expulsée par charters,
Condamnée en justice,
Traquée par des experts,
Perdue avec la notice ;

Mais elle s'en fout d'la soie
La fleur des bidonvilles,
Car elle est sans foi ni loi
La liberté fragile.

Frappée par la flicaille,
Brûlée par les cur'tons,
Jetée sous la mitraille,
Flinguée par les patrons,
Jugée par la morale,
Humiliée par l'état,
Fichée comme la gale,
Vendue par l'syndicat.

Mais elle s'en fout du froid
La fille aux cheveux noirs,
Car elle est sans foi ni loi
La flamme de l'espoir.

Choyée par les exclus,
Portée dans tous les cœurs,
Chantée par la rue,
Aimée comme une sœur,
Gravée sous les pavés,
Protégée par la lutte,
Soudée aux réprouvés,
Insoumise et pas pute ;

Ouais elle s'en fout des rois,
La vague d'cent mill'volt,
Car elle est sans foi ni loi
La liberté d'révolte !

Lolo Krokaga

Des camarades n'ont pas aimé la « façon abrupte » dont j'ai traité le Comité Espagne libre (CEL) dans l'additif tardif à l'article sur l'Asras (ML 1611). J'en conviens. Les colonnes du *Monde libertaire* sont ouvertes à ces camarades pour qu'ils rectifient et que les lectrices et lecteurs du ML aient une autre opinion du CEL.

Thierry Porré

Radio libertaire

Jeudi 18 novembre

Chronique hebdo (08 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité. Invité : les Mutins de Pangée, coopérative audiovisuelle de production et d'édition.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle. Carte blanche à Thomasi pour les 21 ans de Mots et musiques et Patrick Kipper.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Journée universelle des enfants.

Les enfants de Stonewall BodyFreaks (19 h 30) Les Corps déjantés.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

Vendredi 19 novembre

L'écho des cabanes (11 heures) Émission avec les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées avec Google Blum.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

L'invité du vendredi, L'antenne du social. (19 heures).

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Muzar (22 h 30) Spéciale « L'art dans les luttes », antenne ouverte à vous, auditeurs (01 43 71 89 40) et animée par différents animateurs de Radio libertaire, des membres de groupes de la Fédération anarchiste, des artistes, des critiques d'art, etc.

Samedi 20 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Serge Utgé-Royo pour ses deux concerts à l'Européen, les 21 et 22 novembre.

Bulles noires (17 heures) La Cagoule et le calibre, un salon critique du genre policier.

Contre-bandes (19 heures) Cinéma.

Dimanche 21 novembre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Entretien avec Annie Le Brun, pour son livre *Si rien avait une forme, ce serait cela* (Gallimard).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 22 novembre

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Magazine culturel.

Trous noirs (16 heures) Meeting-débat rennais sur les propositions révolutionnaires anarchistes à propos des mouvements sociaux actuels.

Le vivre ensemble (18 heures) Végétarisme et cause animale avec le Vegan Day.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) CNT santé-social/collectivités territoriales.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 23 novembre

Artracaille (11 heures) La pensée sauvage.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Idéaux et débats (18 heures) Ivan Sigg, pour son roman *L'île du toupet* (Publibook) et Bernard Quiriny, pour son livre *Les Assoiffées* (Seuil).

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Actualité politique du Pays Basque.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 24 novembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie. Par Gaëlle et Denis.

Blues en liberté (10 h 30) Cuivres et blues 2.

Sans toit ni loi (12 heures) Mal-logés et précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Avec Osez le féminisme, Mix-Cité Paris et le collectif Féministe contre le viol.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations des prisonniers et d'analyses de la prison.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 18 novembre

Ivry (94)

20 heures. Discussion publique : « Qu'est-ce que le communisme libertaire ? » Précédé d'une projection du documentaire *Sous le signe libertaire* sur les expériences communistes libertaires espagnoles en 1936 et 1937. Organisé par le groupe libertaire d'Ivry et le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste. Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès.

Besançon (25)

14 heures-16 heures, expo pendant Infokiosque à la Casa (squat Marulaz). 17 heures-21 h 30, cantine populaire thématique sur le Mexique et expo à la Casa.

Saint-Denis (93)

19 heures, La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Sport & politique. Seconde rencontre/débat : L'architecture sportive : du monumentalisme à l'ère des stades. Comment les ferments de la violence sont captés et amplifiés par la logique de la compétition sportive dont le stade est la matrice. Présentation de Marc Perlman, enseignant-chercheur à Nanterre et auteur de *L'Ère des stades. Genèse et structure d'un espace historique*. Bourse du travail, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 19 novembre

Troyes (10)

19 heures. 3e conférence de l'Université populaire de Troyes. Élisabeth Claude et Hélène Hernandez : L'anarchaféminisme. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission.

Besançon (25)

14 heures-17 heures, expo pendant permanence de la Casa. 20 h 30, projection *Atenco, romper el cerco* à la Casa.

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston-Couté organise un débat sur le thème : Les syndicats et la retraite, au café l'Atelier, 203, rue de Bourgogne.

Reims (51)

20 h 30. Débat avec Jean-Pierre Levaray à propos de *Putain d'usine* à la librairie Le Cri du Peuple, 67, avenue Jean-Jaurès.

Rians (83)

20 h 30. Organisé par « Le chant de la Terre », Bruno Daraquy interprète Gaston Couté ; au piano, Philippe Mira. Salle du cinéma, réservation : 04 94 80 67 8, hubertdufour-luthier@wanadoo.fr

Samedi 20 novembre

Nîmes (30)

18 heures. No pasaran 30 et le groupe Gard-Vaucluse s'associent pour proposer une conférence publique : Les extrêmes droites en Europe et en Russie et un concert (paf : 4 euros) à 21 heures, avec Wakan Tribu (rock festif engagé) et Out of School Activities (psyché rock). Le tout à la Brasserie 34, 34, bd Gambetta.

Paris XVIIIe

15 h 30. Cinéma du peuple, présenté par Isabelle Marinone, spécialiste du cinéma anarchiste, avec la projection d'extraits de films à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Abbesses ou Blanche.

Limoges (87)

16 heures. Théâtre Expression 7. *Ulrike Marie M. Une femme allemande* (vie et mort d'Ulrike Meinhof). Trois voix pour une histoire sans mémoire : Anne Steiner, historienne, Jean-Gabriel Périot, cinéaste et Philippe Labonne, comédien. Contact : 05 55 77 37 50 www.memoireavif.info

Dimanche 21 novembre

Paris XVIIe

18 heures. Serge Utgé-Royo et ses musiciens à L'Européen à l'occasion de la sortie de son album *Utgé-Royo chante Ferré, d'amour et de révolte*. 3-5, rue Biot. M° Place-Clichy. Tarifs : 12 euros (chômeurs, étudiants, porteurs de la carte de Radio libertaire), 17 euros (groupes 10 et +, seniors), 22 euros. 01 43 87 97 13

Lundi 22 novembre

Paris XVIIe

20 heures. Serge Utgé-Royo et ses musiciens à L'Européen à l'occasion de la sortie de son album *Utgé-Royo chante Ferré, d'amour et de révolte*. 3-5, rue Biot. M° Place-Clichy. Tarifs : 12 euros (chômeurs, étudiants, porteurs de la carte de Radio libertaire), 17 euros (groupes 10 et +, seniors), 22 euros. 01 43 87 97 13

Mardi 23 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Expériences & expérimentations au théâtre, d'hier à aujourd'hui. Troisième rencontre/débat : Une mise en théâtre d'une aventure anarchiste avec la compagnie La Balancelle. Des extraits d'*Alexandre Marius Jacob, un parfait honnête homme* seront joués sur scène. Bourse du travail, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 26 novembre

Oullins (69)

12 heures à 17 h 30. Projections du film *Putain d'Usine* avec Jean-Pierre Levaray et Rémy Ricordeau, le réalisateur, dans le cadre du festival À nous de voir, Science et cinéma. Au théâtre de la Renaissance.

Samedi 27 novembre

Paris XIe

20 h 30. Une projection avec Lucio au bar Maldoror 10, rue du Grand-Prieuré.

Vendredi 10 décembre

Troyes (10)

19 heures. Conférence de l'UP3 (Université populaire de Troyes) : Les affiches des combattants de la liberté : la propagande par l'affiche dans la guerre d'Espagne (1936-1939). Avec Ramón Pino et Wally Rosell. À la Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

5 novembre 2010, blocage Tiru, incinérateur de Saint-Ouen. Photo Daniel Maunoury.